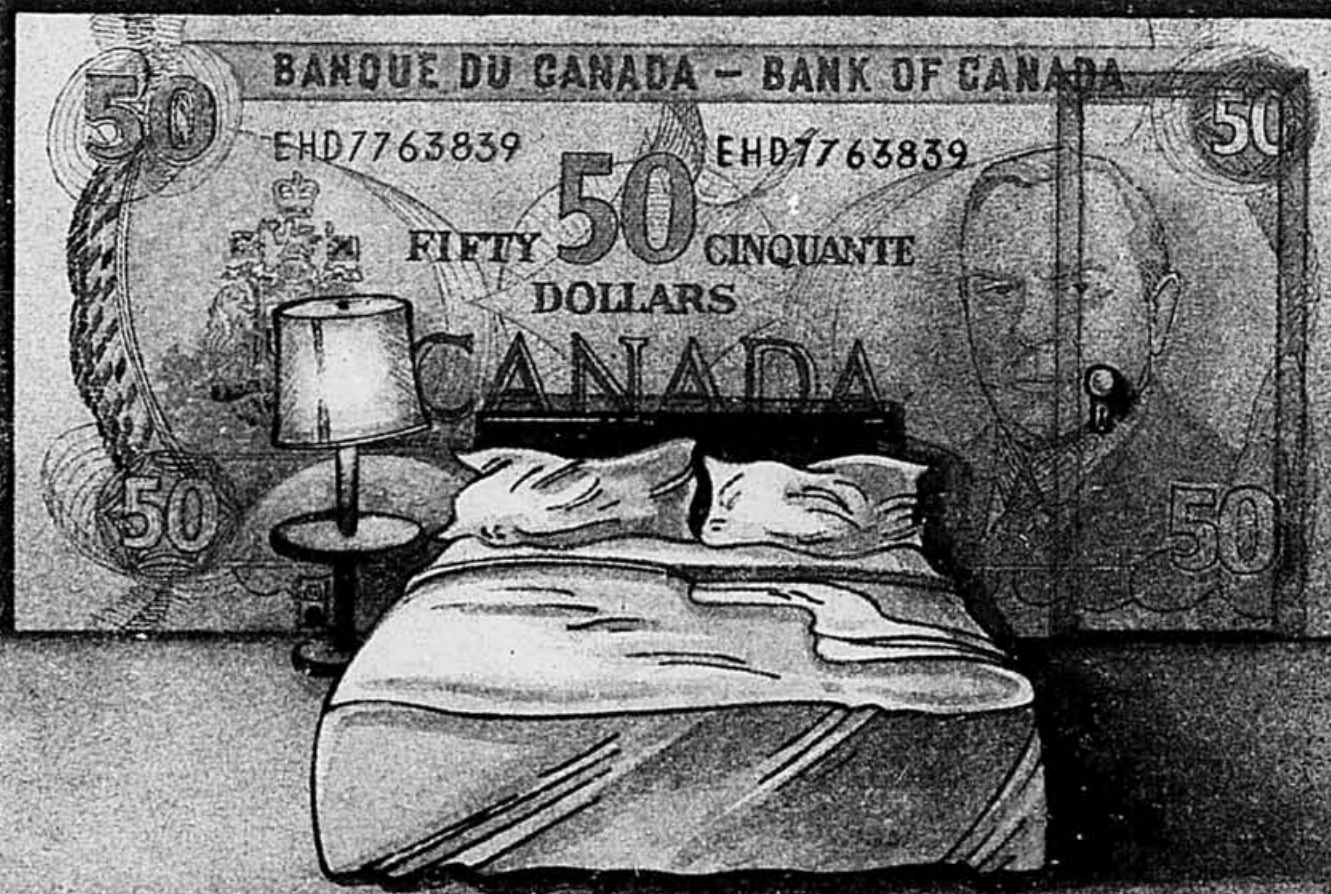


PROSTITUTION



**À MONTRÉAL:
TRÈS NETTE
CROISSANCE**

**PAMY « FAIT
LA GAFFE »**

**EN FRANCE:
MÉTIER,
RACKET ET
INDUSTRIE**

**UN MOYEN DE
LIBÉRATION ?**

SOUDAN



Des colonnes entières de réfugiés éthiopiens arrivent chaque jour dans les camps établis au Soudan par le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations unies. Notre collaborateur Jean Lapiere a visité ces camps et a pu évaluer sur place l'organisation des secours. Voir son compte rendu, pages 10 à 12.

ESPACE

Patrick Baudry (notre photo) deviendra le 27 février prochain, à bord de Challenger, le deuxième Français de l'espace. Claude Lafleur l'a rencontré à Houston en compagnie de Jean-Loup Chrétien qui avait voyagé à bord d'un Soyuz. Une intéressante comparaison des deux expériences. A lire en page 8.



PORTRAIT



Frank Scott nous quittait dernièrement. Cet homme a laissé chez tous ceux qui l'ont connu le souvenir d'une personnalité à la fois attachante et complexe. Alice Parizeau trace, en page 9, le portrait de ce juriste intransigeant qui fut également un grand amateur de poésie, poète et traducteur.

PLEIN AIR

Un amateur terre-neuvien de curling déçu un jour de l'état de la glace décida qu'un ballon ferait mieux l'affaire qu'une pierre. Le balai servirait de bâton. Ainsi naquit le ballon sur glace ou ballon-balai. Simone Piuze nous décrit ce sport en détail en page 19, ainsi que le matériel dont il faut s'équiper.



LES PHOTOS DE

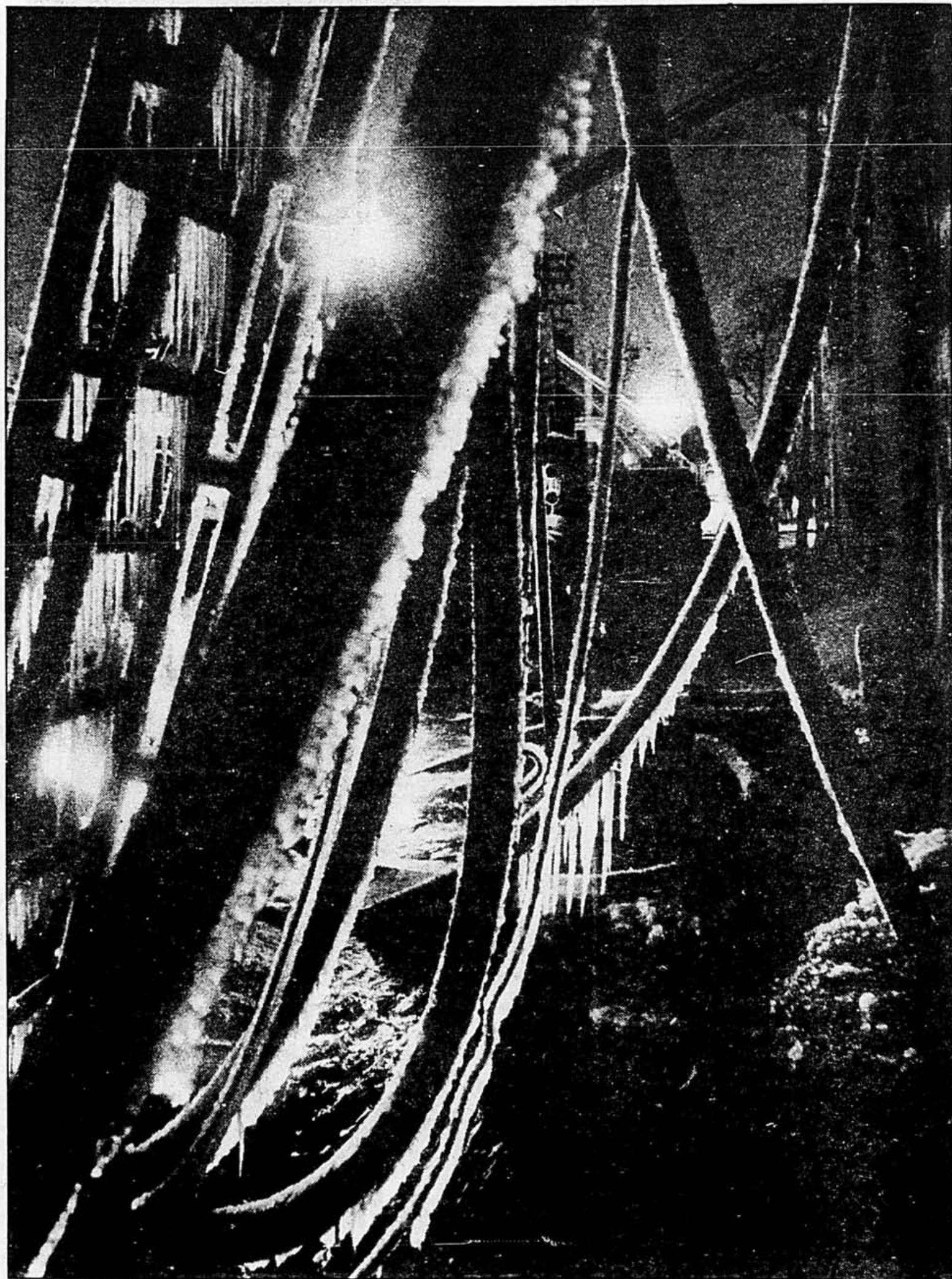
la presse

Pierre McGann



Glace et lumière

C'était en 1971. Une soirée très froide pour un huit mars. Un incendie majeur se déclara au coin des rues Wolfe et Ontario, à Montréal. Après avoir croqué toute une série d'images sans surprise sur le travail des pompiers et l'ampleur du sinistre, une scène me saisit. C'était un entrecroisement de boyaux et d'échelles recouverts de glace que les phares des camions de pompiers convertissaient en une sorte de féerie lumineuse dans la nuit. Ma première réaction en fut une de recul et de malaise. Pouvais-je vraiment découvrir de la beauté à l'endroit même où des gens venaient de vivre un terrible drame. J'ai tout de même fait une photo à la sauvette non sans une certaine culpabilité. Je vous sou mets la « pièce à conviction »... dans l'espoir d'un verdict favorable.



Fiche technique

Appareil : Nikon F
Objectif : 105mm
Pellicule : Tri-X (poussée à
1 600 asa)
Ouverture : F4, à 1/30^e



Charles Meunier

PROSTITUTION

En nette croissance à Montréal

Il y a quelques mois, un informateur m'a dit: «La prostitution au Québec a une ville: Montréal». Je me suis esclaffé. Devant mon incrédulité, il a même ajouté: «Il n'y a pas en ville un bar, un club de danseuses ou de danseurs nus, une brasserie, une taverne, un lieu public où il ne s'est pas fait ou ne se fait pas encore, un peu beaucoup, de prostitution».

Aujourd'hui, après l'avoir accompagné «là où ça se passe ouvertement ou en cachette» j'en suis venu à deux conclusions. La première: il ne mentait pas. La seconde: les bonnes âmes qui veulent aseptiser la métropole peuvent toujours aller se rhabiller. Le nombre de ceux et celles, adultes et mineurs, qui «pour de l'argent ou des gratifications de toutes sortes donnent accès à leur corps à une ou des personnes» est beaucoup plus important qu'il n'y paraît. À Montréal, la prostitution est en pleine croissance et rien ne laisse présager que le «phénomène» ira en s'atténuant.

Au Québec, ceux et celles qui «livrent, de gré ou de force, leur corps aux plaisirs sexuels d'autrui pour de l'argent» constituent un groupe qui a toujours fait l'objet d'évaluations approximatives. Ce qui n'empêche pas certains d'affirmer qu'à Montréal et dans sa proche banlieue il y aurait actuellement 6 000 adultes et 5 000 mineurs, des deux sexes, qui se livrent, occasionnellement ou régulièrement, à la prostitution. D'autres sont d'avis que ces chiffres sont «conservateurs», particulièrement en ce qui a trait aux mineurs.

À vrai dire, il n'existe pas, à l'heure actuelle, d'études qui puissent répondre avec exactitude à la question: combien sont-ils? Toutefois, la majorité des personnes rencontrées dans le cadre de cet article affirment que le nombre de prostitués (hommes et femmes) augmente chaque année (depuis 1980) dans une proportion variant entre cinq et dix pour cent. On peut se demander, compte tenu de la nature «clandestine» du phénomène, comment on peut en arriver à une telle conclusion. Il semble que l'explication réside dans le fait que l'importance du phénomène de la prostitution est directement proportionnelle aux «difficultés» que connaît une société considérée dans son ensemble. Exemple: quand le nombre de chômeurs, d'assistés sociaux ou d'absentéistes (drop out) augmente, la prostitution est à la hausse. Sans doute est-ce ce qui amène plusieurs intervenants et bon nombre de prostitués des deux sexes à considérer la pros-

titution comme un «problème» parmi d'autres et qu'on ne puisse l'envisager autrement qu'à travers une situation d'ensemble qui, à leurs yeux, ne cesse de se détériorer.

«Un tout-nu, c't'un tout-nu»

Les propos tenus par les prostitués mineurs (garçons et filles) que nous avons rencontrés sont critiques. Quelle que soit leur origine socio-économique, leur façon de voir «la» et les choses pourrait se résumer comme suit: «Les adultes ont beau essayer de nous bourrer le crâne en nous faisant croire que la patience, la discipline, la soumission, le respect des parents et de l'autorité sont des valeurs sûres, nous savons que ce n'est pas vrai. Il faut être cave pour croire que la pauvreté est une vertu. Un tout-nu, c't'un tout-nu. Qu'on arrête donc de nous casser les oreilles avec des affaires comme le droit au travail, le droit à une éducation qui réponde à nos goûts et à nos besoins, le droit aux loisirs, le droit à la vie sexuelle. Tout ça c'est de la foutaise. Ce qu'on sait, c'est que pour manger, acheter ce qu'on veut et avoir la paix, il faut payer. Pour payer il faut du «bacon» (de l'argent). Pour avoir du bacon, il faut s'organiser. Ça s'appelle survivre. En plus, ceux qui nous paient pour se faire pogner le cul ce ne sont pas des enfants, mais des adultes...»

Le plus souvent, cette vision de leur vie de prostitué fait référence non pas à la satisfaction de leurs besoins fondamentaux (nourriture, logement, vêtement), mais à l'obtention du superflu qui devient essentiel pour, à leurs yeux, être «comme tout le monde». Les jeunes prostitués ont, des nécessités vitales, une conception qui déborde largement le cadre du minimum décent. Bon nombre d'entre eux

avoueront d'ailleurs être des sur-consommateurs.

Il est quasi impossible de considérer le phénomène de la prostitution chez les mineurs sans établir un parallèle avec la place réservée à l'ensemble des jeunes par notre société. Ainsi, l'actuelle situation économique place les jeunes, à Montréal comme ailleurs au Québec, dans une situation qui non seulement n'a rien de facile, mais qui laisse présager des lendemains particulièrement difficiles. Dans un petit ouvrage intitulé **Une génération silencieusement lucide** (S. Dumas, G. Rochais, et H. Tremblay) publié en 1982, on peut lire ceci: «Les mots-clés de la vie des jeunes au cours de la prochaine décennie seront pénurie, chômage, sur-qualification, inadéquation entre l'emploi et la formation reçue, anxiété, attitude défensive, pragmatisme et l'on pourrait même ajouter à cette liste subsistance et survie.»

Parce qu'elle est sortie de l'ombre nous savons que la prostitution juvénile est très répandue. Elle n'est plus le fait d'un nombre restreint de jeunes.

La pointe de l'iceberg

La hiérarchie de la prostitution que ce soit à Montréal ou ailleurs au Québec, compte plusieurs échelons. Le plus bas, celui de la rue, est le plus visible. Parce que c'est, croit-on, le plus susceptible d'être relié à différentes formes de criminalité (drogue, vol, violence physique) et celui qui dérange le plus l'image de «propreté» qu'une ville veut se donner. C'est celui contre lequel on tente, avec un succès relatif, d'intervenir. Mais ce ne serait, somme toute, que la pointe de l'iceberg.

Si les maisons closes n'existent plus et que les salons de massage, à quelques rarissimes exceptions près, ont subi le même sort, la prostitution adulte continue d'être une entreprise florissante. À vrai dire, il suffit d'un peu de patience et de quelques contacts pour avoir facilement accès à tous les échelons du monde de la prostitution. Tout est dans la nature, la qualité du service que l'on recherche, du prix que l'on veut y mettre et des précautions que l'on jugera utiles de prendre pour ne pas être repéré ou encore pour ne pas avoir à répondre d'une maladie vénérienne «inexplicable.» Si cette prostitution «traditionnelle» n'a guère changée, il en est une autre qui mérite une attention particulière: celle des mineurs et des très jeunes enfants est à cet égard particulièrement éloquent.

À partir des résultats d'un sondage national sur la prostitution juvénile, on présente au chapitre qui porte sur l'exploitation, la maladie et la violence qui constituent le pain quotidien des jeunes prostitués, des descriptions et des détails fort révélateurs.

Les interviews ont eu lieu entre février 1982 et juillet 1983 dans huit agglomérations de sept villes canadiennes. 229 jeunes (145 étaient des filles et 84 des garçons) ont participé à ce



Photo Pierre Côté, LA PRESSE

PROSTITUTION

Une moyenne de gains de \$190 par jour

→ sondage mené dans des conditions souvent difficiles. Au moment de l'interview, le nombre total de jeunes originaires de familles où les liens matrimoniaux avaient été brisés (par divorce, séparation ou décès) s'élevait à 112 (49,8 p. cent de tous les répondants) soit 44 garçons (52,4 p. cent) et 68 filles (46,9 p. cent).

Fait à souligner, ces statistiques démontrent qu'une forte proportion de ces jeunes ont grandi dans des familles où le niveau de vie était celui de la moyenne et, dans quelques cas, plus élevé. Trois sur quatre (76,4 p. cent) ont répondu que leurs parents subvenaient complètement à leurs besoins fondamentaux (nourriture, vêtements, lo-

gement), un sur sept (13,5 p. cent) a affirmé que ses besoins n'étaient pas toujours pleinement satisfaits. Le reste des interviewés (10 p. cent environ) n'ont pas fourni de renseignements à ce sujet.

Les premières expériences sexuelles

Interrogés au sujet de leurs premières expériences sexuelles, les réponses obtenues montrent nettement que par rapport aux chiffres donnés par les personnes interrogées dans le cadre du sondage national auprès de l'ensemble de la population, une proportion nettement plus élevée de jeunes prostituées avaient fait leurs premières expériences sexuelles très jeunes. À sept ans, un garçon sur neuf environ (10,7 p. cent) et une fille sur 36 avaient été mêlés à une forme quelconque d'activité sexuelle; à 11 ans, plus de la moitié des garçons (55,2 p. cent) et environ un tiers des jeunes prostituées (32,5 p. cent) avaient eu une expérience sexuelle. À 17 ans, pratiquement la moitié des jeunes prostituées des deux sexes avaient eu une expérience sexuelle. Toutefois la comparaison avec les chiffres obtenus avec le sondage national peut être trompeuse puisque celui-ci portait sur des personnes de tous âges.

Toujours selon ce sondage, la fugue est une expérience commune à la plupart des jeunes qui depuis sont devenus des jeunes prostitués. «Pour bon nombre d'entre eux, de dire les auteurs du Rapport Badgley, la fugue représentait un moyen immédiat d'échapper à un aspect quelconque de leur milieu familial qu'ils trouvaient impossible à supporter, et non une solution leur permettant de poursuivre des objectifs positifs à long terme. L'effet réuni de cette rupture des liens familiaux, d'une part, et de l'inexpérience des jeunes dans d'autres aspects de la vie, d'autre part, créait un climat d'extrême vulnérabilité, propice à leur passage au milieu de la rue et de la prostitution.»

Une moyenne de gains de \$190 par jour

La moyenne des gains quotidiens d'environ neuf jeunes prostitués sur 10 était la suivante: \$140,85 pour les garçons, \$215,49 pour les filles, soit une moyenne pour les deux sexes de \$189,38. Cette différence entre les gains des garçons et des filles

s'explique, selon le Rapport Badgley, par le fait que le nombre de clients qu'un jeune prostitué masculin peut «lever» par jour, et par conséquent les gains qu'il en retire, se limitent au nombre d'érections successives qu'il est capable d'avoir. Malgré la possibilité qu'ils ont de bien gagner leur vie, la plupart de ces jeunes n'ont aucune sécurité financière et vivent plutôt au jour le jour. Ceci est attribuable à leur manque de compétence professionnelles traditionnelles, à leur tendance à dépenser l'argent impulsivement, au fait qu'ils sont incapables de gérer leur argent et, dans le cas des filles, à l'exploitation des souteneurs et à leur influence destructrice.

Au chapitre des économies possibles mais inexistantes, la drogue et l'alcool occupent une place importante dans les dépenses encourues chaque jour par les jeunes prostitués des deux sexes. Bien que beaucoup de ces jeunes, souligne le rapport, aient déjà eu l'habitude de boire et de se droguer avant de se prostituer, nombre d'entre eux ont augmenté leur consommation à mesure qu'ils s'intégraient davantage au «milieu».

Ce ne sont là que quelques aspects de la vie des jeunes prostitués. Quand on leur a demandé de préciser la façon dont ils percevaient leur vie, environ deux sur trois en ont fait une description négative. Seuls seize gar-

çons et vingt filles avaient quelque chose de positif à dire. Sept autres garçons et seize filles avaient des sentiments ambigus ou équivoques envers le «milieu».

À Montréal, il n'est pas rare de rencontrer des jeunes filles et des jeunes garçons de 9, 10, 11 et 12 ans qui se prostituent. Certains d'entre eux agissent pour le propre compte; d'autres à l'intérieur d'un réseau.

Il nous a été donné de voir comment on recrute ces jeunes. Dans une «arcade» de la rue Sainte-Catherine, un garçonnet de onze ans à peine est sur le point de jouer son dernier «trente sous» sous l'oeil bienveillant d'un homme d'une trentaine d'années qui «bardasse» la machine d'à côté. «Tu joues bien», dit-il à l'enfant. Quelques minutes passent et la dernière fusée que déplace le jeune sur l'écran à petits coups de manette est touchée par un obus. La partie est finie. Les extra-terrestres ont bel et bien gagné. L'homme s'arrête lui aussi de jouer. «J'suis sûr que t'es capable de faire mieux.» Avec un large sourire il tend deux pièces à l'enfant. Ce dernier ne résiste pas à l'encouragement. Au bout d'une heure, les yeux rivés à la machine, doucereusement interrogé par l'homme, il a tout raconté, tout dit. Plus tard, il a mangé un hot dog, bu un coke (payé par l'homme). Ce jour-là, il ne se passera rien. Deux semaines plus tard, l'apprentissage est fini, on passe au dressage, mais toujours en douceur. Moins d'un mois plus tard, ce sera le premier client, puis le deuxième. Au diable l'école, c'est pas payant.

Nous pourrions également raconter comment une mère aidée par un ex-proxénète «recyclé dans les jeunes» vend les charmes de son fils de dix ans pour \$60 la «passe», \$35 pour le chasseur de clients, le reste pour elle, un Bic Mac pour l'enfant... (Cette histoire est rigoureusement vraie). □

À propos de « sollicitation » et de « flânage »

La prostitution, en soi, n'est pas le cas de la sollicitation qui, elle, est illégale. Il importe de préciser qu'il s'agit ici de la sollicitation par la ou le prostitué et non de celle à laquelle se livrent souvent leurs clients.

En 1978, la Cour Suprême a précisé le sens qu'il fallait donner au mot sollicitation. Les magistrats en sont venus à la conclusion que ce mot devait être pris dans son sens véritable, c'est-à-dire «agir avec insistance». C'est dire que les arrestations pour sollicitation, compte tenu du peu de condamnations obtenues devant le tribunal, se font moins nombreuses. D'autant moins que les prostituées n'ont pas à insister tellement pour lever le client.

A Montréal, le 20 septembre 1980, le conseil municipal adoptait le désormais célèbre règlement 5464 qui interdit de se tenir dans un endroit public aux fins de prostitution. Le 15 juin 1981, il est amendé. Sa portée dorénavant s'étend jusqu'aux clients qui seront passibles de poursuites. Dès l'annonce de son adoption on assiste à une levée de boucliers. Les édiles de Montréal sont ridiculisés par la presse. Les avocats contestent.

Ce règlement est présenté devant la Cour Suprême. On met en cause le fait que la Ville puisse édicter un règlement plus restrictif que le Code criminel canadien. Dans les milieux juridiques on est généralement d'avis que le règlement 5464 sera déclaré nul, de la même manière qu'un règle-

ment de même nature adopté à Calgary. Par ailleurs, la Cour Supérieure a déjà déclaré ce règlement (le 5464) *ultra vires*. Parce qu'il empiète sur la compétence de ce tribunal, qu'il est constitutionnellement inacceptable et qu'il constitue une législation prohibitive au sens du droit d'édicter des règlements, il est nul et non avenu.

Toujours à Montréal, les policiers, pendant un certain temps, ont effectué des arrestations en vertu de l'article 333.2b qui interdit le flânage la nuit et oblige à rendre compte de façon satisfaisante des motifs pour lesquels on se trouve dehors, à faire les cent pas. En avril 82, le juge Hugessen de la Cour Supérieure acquitte une prostituée accusée en vertu de cet article anti-flânage. Selon le magistrat le verbe flâner ne décrit pas les activités de l'accusée. Selon lui, elle s'adonnait au racolage, un but précis même s'il est illégal. L'accusation de flânage a donc été jugée mal fondée.

Mais tout cela n'empêche pas la Ville de Montréal de songer à appliquer un nouveau règlement qui veut qu'il soit nécessaire d'obtenir un permis de vendre pour faire affaire sur son territoire. Et comme aucun de ces permis n'a été octroyé à une prostituée... Me Michel Aubin contestera d'ici peu ce règlement devant les tribunaux. Selon lui il contrevient on ne peut plus nettement à la Charte canadienne des Droits en ce qui a trait au droit de travailler.

Une histoire à suivre.



En 1982, des prostituées de Calgary avaient inscrit sur leurs chandails leur prostitution contre un règlement municipal qui les chassait du trottoir. La ville de Montréal cherche toujours à adopter un règlement pour contrer la prostitution.



Raymond Lemieux

PROSTITUTION

Pamy, 24 ans, fait « la gaffe » depuis 11 ans

A l'angleur des lampadaires de l'avenue des Pips, elle arpente le trottoir. Un va-et-vient soucieux, attentif et discret. Subtilement, ses yeux sollicitent les passants. Puis soudain, un individu l'accoste, dans son automobile. Un client. Pour parler. Négociations. Le marché est conclu. Pamy ne réapparaît qu'un peu plus tard pour reprendre la ronde, son manège.

« J'arrête quand j'ai fait deux bruns. » C'est-à-dire deux billets de cent dollars. Son salaire minimum pour une journée de travail. Pour une nuit, devrait-on dire. Pamy « fait la gaffe » ou, dans un langage plus commun, la prostitution. « Mon métier, mon travail », répète-t-elle. Incontestable : à 24 ans, elle compte déjà 11 ans d'expérience.

« J'ai commencé pour un dollar qu'un homme m'avait offert. Ce n'était pas compliqué de faire ce qu'il me demandait en échange. Et c'était de l'argent facile à gagner alors j'ai continué. » C'était à Chicoutimi. Puis, de bar en bar, elle s'est amenée à Montréal. « J'ai été gérante d'un club, j'ai fait du strip-tease et j'ai aussi travaillé pour une agence. » De même que, plus clandestinement, elle a pratiqué au Ritz-Carlton. « Là, il fallait vraiment faire très attention pour ne pas se faire pincer », note-t-elle. Bref, nonobstant ses quelques cours en comptabilité et en décoration, elle traîne un curriculum vitae un peu déroutant qui n'a rien de très victorieux.

\$200 000 par année

Son salaire? Difficile à préciser. « Mais c'est très payant pour une fille qui ne se drogue pas et qui ne boit pas, assure-t-elle. Moi, je peux aller me chercher \$200 000 par année. » Net d'impôt, on s'entend. « Si l'hiver, c'est le creux de la vague, en été, je peux me faire jusqu'à \$600

par soir. » Les tarifs d'une prostituée peuvent varier d'une fille à l'autre, aux dires de Pamy. « Le prix est établi en fonction de la beauté. Moi, de j'emande \$40 à \$50 pour un blow job dans la voiture et \$100 à domicile. Pour faire l'amour, c'est \$100 à \$200 la demi-heure. D'autres exigent dix fois moins. »

Inévitablement, son témoignage regorge d'anecdotes indicibles, provocatrices, pornographiques. Malheureusement aussi, faut s'y attendre, le métier a ses risques. Les policiers d'abord, les voleurs ensuite. « Je me suis déjà ramassé toute nue dans un banc de neige au Parc Lafontaine avec un oeil au beurre noir et la gueule démanchée. Le gars m'avait mis le couteau sous la gorge pour me demander mon argent après quoi, il m'a violée. » Une histoire qu'elle n'est pas allée raconter aux policiers. « Eux aussi, ils sont durs. Tu fais un client dans une voiture en te demandant tout le temps si la « moralité » ne va pas intervenir, car eux autres, ils ne frappent pas avant d'ouvrir la porte. » Par trois fois, Pamy a pris le chemin des cellules du poste de police. Elle se souvient bien de la première fois. « Ça été scandaleux, ils m'ont pris en photo et m'ont donné un numéro, j'étais devenue officiellement une putain. » Comble de la coïncidence, sa dernière arrestation l'a menée devant un juge qu'elle a reconnu comme étant un de ses clients. « Lui ne m'a pas reconnue », dit-elle avec un air narquois que dessine son fin visage.

Un grain de jalousie

Dans la cuisine de son chic appartement, rue Sherbrooke, un petit bouquet de fleurs sur la table attire l'attention. « Ça c'est un client qui est tombé en amour avec moi qui me les a données. » Face à cela, Pamy a un principe: pas question de relations amoureuses avec ses clients. « Ça doit être entendu d'avance, mais je peux quand même jouer le rôle d'être amoureuse. Ça fait

partie de la job. » Son ami de coeur, assis devant elle, intervient: « Je sais que ce qu'elle fait avec ces gars-là ce n'est pas par amour. Moi l'amour, c'est quand tu es capable de dialoguer, de te sentir bien avec l'autre sans être tout le temps à la couchette. » Son copain garde quand même un petit grain de jalousie. Tout petit. « Je n'aime pas ça quand elle me raconte sa journée de travail, mais je sais bien qu'elle fait cela par besoin financier. J'arrive à l'accepter. »



Au principe de non-amour s'ajoute une pudeur. Pas question de réel contact corps-à-corps, pas de caresses, pas même de poser nue pour quelques revues. « Mon corps n'est pas à tout le monde », clame-t-elle. « Pamy », on s'en doute, est un pseudonyme. Le secret de la véritable identité est une règle dans le milieu. Question de s'assurer d'une distance avec le client qu'elle aura pourtant sélectionné. « Si je vois que sa voi-

ture est sale, malpropre, je refuse. Généralement, je fais affaire avec des gens mariés, des hommes d'affaires ou qui ont, en tout cas, beaucoup de fric. » C'est le portrait, le stéréotype du client qu'elle connaît. « l'homme vient me voir parce qu'il veut un service que sa femme ne peut pas lui donner. C'est arrivé quelques fois que certains de mes clients réguliers me présentent à leur femme en disant: « C'est elle qui fait ça ». Elles admettent qu'elles ne peuvent pas tout don-

D'un même élan, elle tient à se démarquer de l'image de la prostituée classique, genre Saint-Laurent / Sainte-Catherine. « C'est dégueulasse, sans classe. » De plus, en ces lieux, un prérequis est exigé: avoir son « pimp », un gars qui va trouver des clients, qui va servir d'intermédiaire moyennant une commission. « Moi, je trouve que ça sert à rien. En tout cas, c'est pas lui qui t'aide quand t'as des problèmes. Il y en a un qui m'est arrivé l'autre jour avec sa Cadillac pleine de « jewels ». Il m'a offert \$100 000 pour être call-gril de luxe. C'était pas intéressant quand je pense que je peux faire \$200 000. »

Pas d'âge

Il n'y a pas d'âge pour faire ce métier connu depuis l'aube des civilisations. « C'est sûr qu'à 60 ans, ça va être moins payant que si tu es jeune et que tu as une chair fraîche. » Moins payant et plus difficile aussi, semble-t-il. « Plus les prostituées sont vieilles, plus elles sont obligées de se soumettre aux fantasmes des clients. »

Quant à Pamy, avec bien des années devant elle, elle se permet de couvrir quelques ambitions. Son projet d'avenir préféré c'est d'ouvrir sa maison de prostitution dans la plus stricte légalité. Toute une croisade juridique en perspective. Elle le sait bien. « Il faut aller en Cour suprême et toute la patente », soupire-t-elle. Mais elle s'emballe dans son rêve. « Je m'en fous de payer de l'impôt. J'aurai une clientèle choisie puis un médecin qui vérifiera la santé de chaque client. » Ça sera peut-être moins payant? « Non parce que les clients auraient moins peur de venir. »

L'horloge sonne 19 heures. C'est l'heure où les fantasmes de la ville s'éveillent. Où les mises amoureuses perdues viennent s'échouer sur les rebords de comptoir de taverne. À cette heure des désirs errants, Pamy doit aller travailler. □

PROSTITUTION

EN FRANCE

Un métier, un racket, une industrie



Jean-François Lisée



La loi, la morale et la prostitution n'ont, en France, jamais fait bon ménage. Certes, la prostitution n'est pas considérée comme un délit, mais il est presque impossible d'en vivre sans transgresser une ou deux lois.

Si on appliquait à, disons, un boucher la réglementation qui touche les prostituées, voici à peu près ce que ça donnerait: notre boucher a le droit d'exercer son activité, c'est un fait. Mais s'il achète une minute de publicité à la radio locale pour vanter ses produits, on lui colle une amende de 500 dollars. Il est coupable de «racolage actif». S'il étale sa marchandise dans sa vitrine on lui colle une amende de 100 dollars. Il est alors coupable de «racolage passif».

Pour agrémenter la remise de l'amende, on pourra chaque fois emmener le coupable au commissariat, histoire de mettre sa fiche à jour.

«On veut être traitées comme des femmes normales» affirme au «Matin de Paris» Virginie, 27 ans. «Qu'ils cessent de nous plumer de tous les côtés. Quand ça les arrange, on est des délinquantes. Alors, vlan, des amendes. Ou alors, on est des citoyennes. Alors, vlan, les impôts. C'est lamentable».

Il est vrai que les prostituées sont doublement taxées. Elles ont le droit d'exercer la prostitution, mais la réglementation ne reconnaît pas le «métier» de prostituée. Sur leur feuille d'impôt, elles ne peuvent déduire leurs «frais professionnels», le loyer de leur appartement, les amendes.

Il est vrai aussi que leurs revenus sont importants. Elles ne le cachent pas. Telle Denise, 22 ans, qui raconte: «Avant, j'avais un bon boulot sympa, dans une banque. Mais je me voyais pas dans dix ans toujours au même point. Ici (à faire le trottoir) je me donne cinq ans pour accumuler un pécule et ouvrir un petit commerce».

Même aveu de Virginie qui affirme: «J'investis dans la pierre (immobilier) comme beaucoup de femmes ici. Ça fait un placement, un héritage pour ma fille (huit ans)».

D'autres sont moins économes, comme Sonia: «Vous savez, quand on est dans cet engrenage, on prend des habitudes de luxe, l'argent vous glisse entre les doigts».

C'est combien votre truc?

Un milliard cinq cent millions de dollars, c'est le chiffre d'affaires annuel de la prostitution française (l'équivalent en coût global des olympiques de Montréal). Le calcul est relativement simple, chaque prostituée fait en moyenne 200 dollars par jour, il y a 30000 prostituées en France (les deux-tiers à Paris), cela donne quatre millions de dollars

par jour (au taux de change dollar 1 = 6FF.).

Ces chiffres relèvent d'une estimation assez grossière de la situation. D'autant plus que les tarifs des «filles de joie» varient considérablement.

En haut de l'échelle, il y a les call-girls de luxe qui contentent les Emirs et autres richards pour des prix astronomiques. Puis, il y a les «marcheuses» qui montent et descendent les Champs-Élysées. Elles offrent

un quart d'heure à 100 dollars, mais une nuit à 1000 dollars.

A Pigalle, il y a les «échassières» assises sur les hauts tabourets de bar, qui insistent pour vendre d'abord le champagne (60 dollars) avant de s'exécuter pour, selon les traitements, entre 100 dollars et 400 dollars. Un cran au-dessous, dans les rues et les avenues qui donnent sur les Champs-Élysées, on peut croiser, en voiture, les «Amazones». Le service à l'auto ne coûte que 20 dollars, mais si on se fait conduire au studio le prix grimpe à 50 dollars.

Juste à côté il y a aussi les «biches au bois», sur l'avenue Foch, qui vous occupent un moment dans un bosquet pour moins de 20 dollars.

(Je marque une pause à ce point de la liste pour rassurer les lecteurs qui s'interrogeraient sur la façon dont je me suis procuré tous ces renseignements. C'est tristement banal: il y a à Paris des guides qui vantent toutes ces réjouissances en détails.)

Irma la douce

Rien ne remplacera dans l'imagerie populaire, la «pute» qui fait le trottoir, rue Saint-Denis, près des Halles. Ce coin de paradis artificiel mal lavé est un véritable monument national et historique, plus ancien que la tour Eiffel, plus solide que l'Arc de Triomphe, plus achalandé que le tombeau de Napoléon.

Les cars de touristes japonais et allemands ne s'y trompent pas, eux qui empruntent sans discontinuer cette petite rue toujours embouteillée. Les héritières d'Irma la Douce sont toujours là, plus de 3000 à se

partager le trottoir, dont chaque mètre carré est répertorié, distribué, protégé farouchement par les filles ou leurs souteneurs.

Dans le jargon, on les appelle les «chandelles». Depuis la fermeture des «môtels de passes» elles possèdent des «studios» sur la rue, qui ne sont en fait que les anciennes chambres d'hôtel vendues séparément.

Elles y montent en moyenne sept à huit fois dans la journée. A chaque client, elles prennent entre 25 dollars et 35 dollars. Parfois, il y a foule. Neuf, dix, onze dans la journée, ce n'est pas rare. Mais après 17, si on en croit Merry Griseldis, présidente d'une association de défense des prostituées, on n'en peut plus.

«Au dix-septième, vous êtes complètement droguée. Vous êtes dans l'état d'un être humain qui aurait passé sous un rouleau compresseur. Vous êtes totalement désamorcée... totalement vidée de toute agressivité.» (Dans — *Griseldis, courtisane* — Ed. Albin Michel, 1981).

Pourtant il y a plus, il y a pire, bien pire. Tout en bas de la pyramide, il y a ce qu'on appelle les «maisons d'abattage», destinées essentiellement aux travailleurs immigrés, venus en France sans leur famille et qui n'ont pas de quoi accéder aux tarifs occidentaux.

Dans les quartiers de la Chapelle ou de la Goutte d'Or à Paris, dans des immeubles abandonnés, dans des fonds de cours, derrière les poubelles, sur un matelas pourri «pour 5 dollars, les filles reçoivent sans arrêt. Il n'y a aucune hygiène».

Dans la dernière maison d'abattage que nous avons dé-

busquée et fermée, raconte un policier, il y avait deux menus: 5 dollars pour dix minutes, \$1.50 dollar pour 5 minutes. Si le client s'attardait, une sonnerie retentissait automatiquement dans la chambre.»

Un dernier exemple et on change de sujet, c'est promis. A Grenoble, les policiers ont recueilli à l'hôpital le témoignage de Nadia qui leur a déclaré avoir fait jusqu'à 100 clients par nuit, attachée, à même le sol, dans des chantiers d'immigrés aux alentours de la ville. Elle a porté plainte contre son proxénète.

Les macs et les «amis de coeur»

Le proxénète, voilà l'obstacle majeur entre la prostitution et sa normalisation. Le proxénète, le mac, le souteneur, c'est celui qui «aide, assiste ou protège sciemment la prostitution» et «partage les produits de la prostitution d'autrui», «vit avec une personne se livrant à la prostitution», selon le code pénal.

Pour la police, les macs récoltent les trois quarts de l'argent versé aux prostituées. La ministre des Droits de la Femme, Yvette Roudy, ne dit pas autre chose lorsqu'elle affirme que la prostitution est «organisée par les hommes et quelques femmes à des fins de profit... c'est un marché qui est l'occasion d'un profit considérable et qui est relié à d'autres marchés, tel que la drogue, tel que l'immobilier et certains trafics d'influence importants.»

Mais il y a macs et macs. «Il faut faire la différence, explique Merry Griseldis, entre le proxénète qui force la femme à se prostituer, qui entrave sa liberté: celui-là, d'accord, doit être frappé par le code pénal. Mais il y a aussi celui que l'on appelle «l'ami de coeur», le proxénète «passif», et c'est la majorité: celui-là doit cesser d'être poursuivi. Les prostituées doivent pouvoir cohabiter avec qui elles veulent. Ce qu'elles font de leur argent, c'est leur affaire».

Justement, si le ministère de l'Intérieur estime que 99 p. cent des prostituées sont soumises «à une forme quelconque de proxénétisme», à la base les responsables de la Brigade du proxénétisme (ex-Brigade mondaine) croient que «80 p. cent des proxénètes sont des «amis de coeur».

Au ministère des Droits de la Femme, on affirme que la réforme du code pénal, en cours, assouplira l'article touchant le proxénétisme pour mettre hors de cause les «amis», qu'on appelle aussi les «julots». Les dispositions qui empêchent le «racolage passif» pourraient également être transformées.

Mais pour la reconnaissance du «métier de prostituée», avec tout ce que cela entraîne de droits sociaux, assurance-maladie, etc, comme cela existe en Suisse, la réponse française reste «non».

«Je ne reconnaitrai jamais le métier», affirme la ministre Roudy. «Je reconsidérerai ma position sur ce problème le jour où je trouverai une prostituée qui a informé ses enfants de ce qu'elle fait et qui prépare sa fille à faire la même chose.» □



Rue Saint-Denis...à Paris



Albert Juneau

PROSTITUTION

Une voie vers l'émancipation de la femme...?

Attention messieurs, la prostitution n'est peut-être plus ce qu'elle était. En Amérique du Nord du moins et dans certains pays de l'Europe de l'Ouest, les rôles sont, semble-t-il, en train d'être inversés. Certaines enquêtes effectuées par des féministes, dont il faut reconnaître l'originalité du travail, concluent en effet, que l'ère de la prostituée-esclave est révolue et que la race des souteneurs qui entretenaient la dépravation des filles se meurt doucement devant l'affirmation d'autonomie de la femme moderne.

À Montréal, Paris, New York, souligne-t-on, la situation des prostituées a beaucoup évolué. La libéralisation des moeurs et l'émancipation générale des femmes auraient modifié radicalement le rapport de forces dans le commerce des corps. Plusieurs prostituées seraient parvenues à s'affranchir de la domination sexuelle de l'homme qui ne serait plus maintenant qu'un simple instrument, un objet, comme le fut la femme au cours des siècles passés.

Un statut social

On en veut pour preuve par exemple, le fait que la prostituée dirige de plus en plus les rapports dans les rencontres. Elle régit non seulement le déroulement du jeu, mais elle en fixe aussi les règles: prix, durée et nature du service. Les témoignages ne manquent pas, comme celui de cette prostituée de Montréal, citée par Catherine Texier et Marie O. Vézina dans leur enquête sur la prostitution dans la métropole: «Puisque c'est moi qui décide d'accepter ou de refuser, dit-elle, c'est moi le boss.» Cet esprit d'indépendance se traduit par des manifestations d'hostilités à l'égard du client abusif. Les prostituées se réserveraient de plus en plus le luxe de refuser celui qui leur déplaît.

Plus encore, les prostituées auraient conquis un véritable statut social. On a pu observer qu'elles sont moins marginalisées et moins culpabilisées qu'autrefois. Dans certaines villes européennes, plus de la moitié d'entre elles habitent chez leurs parents. Cette évolution prépare peut-être un certain mode d'intégration sociale de la prostitution ainsi qu'une véritable normalisation de leurs activités. Pour les prostituées, l'état de prostitution est moins aliénant que l'état du mariage. À leurs yeux, la tendre épouse s'est aussi vendue par le mariage. Et que reçoit-elle en retour?

Elle subit la domination masculine bien au-delà du service sexuel, puisqu'elle est aussi bonne d'enfants, cuisinière, femme de ménage... Vue sous cet angle, la prostitution ouvrirait fatalement le chemin de l'émancipation de la femme.

Un service social «normal»

Le développement de ce nouveau type de prostituée soulève plusieurs interrogations. Quelle est son importance réelle dans toute la masse des prostituées? Ces nouvelles prostituées sont-elles marginales ou majoritaires? N'y a-t-il pas encore des pays où le régime des souteneurs et des proxénètes continue à terroriser les prostituées? Il faut préciser ici, que les féministes sont divisées sur ce sujet. Kathleen Barry par exemple, soutient que d'après des enquêtes américaines, plus de 60 p. cent des prostituées ont été blessées par leurs clients. La violence n'aurait donc pas disparu. En outre, loin de contrôler les rapports avec les hommes, certaines prostituées seraient contraintes à des actes pervers et humiliants. Cette analyse viendrait confirmer celle de Benoît Groult pour qui les hommes cherchent dans la prostitution non pas la sexualité mais plutôt le «pouvoir sexuel».

Quant au proxénétisme (l'organisation lucrative de la prostitution), il fleurirait encore dans certains pays européens, en liaison avec les nouveaux marchés du tiers monde en pleine expansion. La traite et le commerce international des femmes et des jeunes filles persisteraient. Finalement, en ce qui concerne le statut de la prostituée, s'il a évolué depuis les années 70, il resterait entaché de cette double morale: la prostitution est une déchéance pour la femme, mais un service social «normal» pour l'homme.

Trois systèmes juridiques

Le tableau de la prostitution

en Occident est embrouillé par la diversité des situations. On distingue trois systèmes juridiques de la prostitution: l'interdiction (ou prohibition), la tolérance et la réglementation.

Le système de l'interdiction prévaut aux États-Unis, sauf au Nevada, en URSS, en Hongrie, au Pakistan, à Cuba, en tout dans près de trente pays. La prostitution et le proxénétisme y sont défendus. Mais il y a deux poids deux mesures. De manière générale, la loi punit sévèrement la prostituée mais ignore le client masculin. Des enquêtes effectuées vers la fin des années 70 à New York et à San Francisco ont révélé que 90 p. cent des personnes arrêtées étaient des prostituées (hommes ou femmes), les clients et les souteneurs étant pratiquement protégés. L'acharnement sur les prostituées illustre les carences d'un système que les Européens qualifient souvent d'hypocrite, car à leurs yeux, les Américains jugent la prostitution inévitable et normale pour les hommes, mais illégale et condamnable pour les prostituées.

La tolérance

Le système de tolérance est peut-être le plus répandu. C'est celui-là qui est en vigueur au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans plusieurs autres pays européens. Il correspond en gros à la Convention de 1949 des Nations Unies qui, tout en tolérant la prostitution, interdit le proxénétisme et le trafic des femmes. Le Canada dispose d'une législation relativement libérale puisque la prostitution n'y a jamais été considérée comme un crime. Toutefois, diverses activités qui y sont associées, comme le racolage sur le trottoir, l'exploitation de maisons de débauche et le proxénétisme, sont l'objet de sanctions pénales.

Le système de tolérance offre l'avantage, dans une certaine

mesure, de couper l'herbe sous le pied aux proxénètes et trafiquants de tout acabit. Il comporte cependant d'autres inconvénients pour les prostituées. Si la prostitution est tolérée, les autorités politiques et judiciaires ne veulent pas pour autant qu'elle se développe. C'est ce qui explique que le racolage ait été sévèrement contrôlé et réprimé en



Faire mieux respecter ses droits

France. En 1975, à la suite d'une importante hausse des amendes imposées aux filles pour racolage, une révolte historique éclata. Les prostituées firent la grève et occupèrent les églises.

La situation au Canada paraît moins tendue, bien que la surveillance policière reste étroite. Le délit de sollicitation a été considérablement restreint à la suite de l'arrêt Hutt de 1978 qui stipule que la prostituée doit agir «d'une manière pressante ou avec insistance» pour que son comportement constitue une infraction au sens de la loi. Dans un autre arrêt, rendu en 1981, la cour a jugé qu'on ne pouvait pas prouver un comportement «pressant ou insistant» en démontrant qu'une prostituée avait abordé plusieurs hommes de suite.

La prostitution réglementée

Dans le système de réglementation, la prostitution est autorisée, mais son exercice est réglementé, généralement dans le cadre de maisons closes ou d'Eros Center. Il existe en Allemagne de l'Ouest, en Hollande (Amsterdam), dans le Nevada aux États-Unis et dans plusieurs pays d'Asie et d'Amérique du Sud. Le proxénétisme est habituellement interdit. La caractéristique la plus frappante de ce système, c'est la concentration (certains diront le camouflage) de la prostitution dans des quartiers ou des rues spécifiques.

Le cas le plus typique en Europe est sans doute celui de l'Allemagne de l'Ouest, où la prostitution est autorisée dans les villes de plus de 20000 habitants et dans des zones prédéterminées. Le racolage dans la rue est permis, mais à des heures précises, de 20 heures à 6 heures du matin par exemple. Les prostituées doivent avoir au moins 18 ans et être munies de cartes sanitaires. Leurs gains sont imposables, mais elles ne peuvent s'inscrire à l'assurance chômage ni toucher de sécurité sociale.

Une révolution

De ce tableau sommaire, un fait capital se dégage: le recul de l'emprise des souteneurs et des proxénètes dans l'organisation de la prostitution. Il s'agit là sans doute de la révolution la plus profonde qu'ait connue le milieu prostitutionnel occidental depuis un siècle.

Mais si les souteneurs ont reculé, ils n'ont pas pour autant disparu. Dans les pays tolérants, s'ils ne tirent plus directement profit de l'activité prostitutionnelle, ils tendent par ailleurs à contrôler les lieux, hôtels, bars, studios où s'effectue la prostitution. C'est le proxénétisme immobilier. Dans les pays réglementaristes, ils restent à l'affût des commerces de la chair les plus lucratifs, que favorisent les Eros Center et autres bordels.

Les prostituées seraient donc imprudentes de crier victoire tout de suite. Et tant qu'il y aura des profiteurs et des trafiquants de corps, l'autonomie sexuelle des prostituées, leur émancipation et leur intégration sociale resteront problématiques. □

EXPÉRIENCE UNIQUE

Deux Français auront fait Soyouz et Challenger



Claude Lafleur

Normalement, le 27 février prochain, un astronaute français s'envolera pour l'espace à bord d'une navette spatiale américaine. À la suite de son compatriote Jean-Loup Chrétien et du Canadien Marc Garneau, Patrick Baudry deviendra le troisième francophone à séjourner sur orbite terrestre. Mais, ce qui retient surtout l'attention, c'est la carrière privilégiée des deux Français; ils ont eu l'unique chance de connaître intimement tant l'univers secret des cosmonautes soviétiques que celui des astronautes américains. Au cours d'un entretien, Chrétien et Baudry ont fait d'étonnantes comparaisons entre les systèmes soviétique et américain.

Tous deux pilotes militaires de haut calibre (Chrétien étant responsable de la mise au point de l'avion supersonique Mirage F-1), ils ont vu leurs chemins se croiser le 12 juin 1980 lorsque le Centre National d'Études Spatiales (CNES-France) les a choisis. Depuis cette date, ils ont vécu ensemble aussi bien en banlieue de Moscou que de Houston, où ils furent bien souvent laissés complètement à eux-mêmes. Ainsi, au centre d'entraînement américain, aucun membre du CNES ne les assiste; les astronautes doivent donc eux-mêmes voir à tout, y compris aux tâches ménagères! Le déracinement et la séparation systématique d'avec leur famille ont soudé — sinon fondu — ces deux hommes. Il est fascinant de les entendre raconter leur quotidien tout comme des jumeaux qui se complètent parfaitement, tant en pensée qu'en parole.

L'entraînement à la russe...

L'entraînement à la très secrète Cité des Étoiles soviétique a débuté peu après leur sélection. À leur avis, cette préparation fut plus difficile et exigeante que celle qu'ils suivent présentement aux États-Unis. D'abord, une fastidieuse période de huit mois, durant laquelle ils passèrent d'interminables heures en classe à se faire expliquer

les multiples facettes du vol spatial. Ils eurent en plus, simultanément, à maîtriser une nouvelle langue: le russe. La méthode proprement soviétique est — à dessein — fortement répétitive et oblige les astronautes à tout prendre en note. En effet, aucune documentation écrite ne leur est donnée; ils doivent se la «rentrer dans la caboche». L'entraînement en simulateur ne commença que la seconde année seulement. Ces deux années de préparation amenèrent les astronautes à connaître à fond le fonctionnement de leur Soyouz au point même d'être parfaitement capables de le piloter.

En juin 1982, c'est finalement Chrétien qui s'envola de Baïkonour à bord de Soyouz T-6. Baudry, le substitut resté au sol, regarda son compagnon partir en espérant être un jour à bord d'un autre Soyouz... Mais Chrétien re-

vint sur Terre une semaine plus tard, et la possibilité d'un second vol soviéto-français s'évanouit dans le blizzard des tensions politiques Est-Ouest.

Durant l'année 1983, Chrétien et Baudry devinrent les porte-parole du CNES pour promouvoir le projet de mini-navette Hermès. Leur désir de doter l'Europe d'un système de vaisseaux habités est tel que, lorsqu'ils en parlent, leurs yeux s'illuminent et le ton devient passionné. Pour eux, l'Europe doit devenir autonome en matière de vol humain, de la même façon qu'elle l'est avec les fusées Ariane et les avions Airbus. Leurs efforts ont porté fruits puisque, tout récemment, la France a décidé de réaliser le projet Hermès, même advenant que les autres pays membres de l'Agence Spatiale Européenne ne l'endossent pas. Cette mini-

navette devrait s'envoler au cours de la prochaine décennie.

L'enthousiasme du tandem fut récompensé lorsque, l'année dernière, Ronald Reagan offrit à François Mitterrand d'envoyer un Français sur orbite. Tout comme Marc Garneau, l'astronaute français ne sera pas pilote à bord de la navette mais plutôt chargé de conduire certaines expériences dans le domaine médical. Baudry et Chrétien n'ont donc pas à apprendre le commandement de l'appareil (ce qui frustre passablement nos deux pilotes d'essai). Ils apprennent surtout à utiliser l'équipement de bord (toilette, cuisinière, etc.), les procédures d'urgence et le maniement des expériences françaises.

À la question de savoir quelles étaient les différences entre le Centre spatial de Houston et la

Cité des Étoiles, il est fort étonnant de s'entendre répondre «aucune»! Pour eux, ces deux centres ressemblent à toutes les bases d'entraînement pour pilotes d'essai fréquentées durant leur carrière. «Le climat de travail et la complicité qui règnent entre les hommes sont communs à tous les peuples du monde», ont-ils commenté avec le sourire.

Et pourtant, alors que le grand public est admis à visiter le centre américain, ce n'est aucune-ment le cas côté soviétique. «Question de relations publiques, les mentalités diffèrent bien entendu», a concédé Baudry. «En Union soviétique, la sécurité se veut très étanche. Pour qui-conque, il est en effet fort difficile — voire impossible — d'accéder à la Cité des Étoiles. Mais pour nous, astronautes dûment accrédités, il nous a été facile d'aller absolument partout, sans aucune contrainte».

«Ici, à Houston, poursuit Baudry, c'est différent, la sécurité s'exerce par paliers. Ainsi, le public visite certaines installations, les journalistes ont accès à un plus grand nombre d'immeubles, alors que les astronautes à l'entraînement peuvent pénétrer encore un peu plus avant. Mais certaines installations demeurent complètement hermétiques à tous. D'une certaine manière, la sécurité est même plus sévère ici. Je me souviens du jour où nous voulions visiter le centre des simulateurs, en compagnie de Daniel Brandestein (qui pilota Challenger lors de STS-8). Le garde nous interdit l'accès au bâtiment simplement parce que Dan avait oublié ses cartes d'identité!»

«Autre exemple qui illustre les différences de mentalité: la documentation technique. Contrairement à ce que vous pensez, en Union soviétique, nous pouvions consulter tous les documents spécialisés que contenait la bibliothèque de la Cité des Étoiles; jamais un officiel soviétique ne nous a embêtés, bien au contraire... Par contre, du côté américain, certaines aires de la Library nous sont totalement défendues.»

Lorsque Patrick Baudry quittera la Floride à bord de Challenger, ce sera au tour de Chrétien d'espérer une future mission! Mais déjà, les francophones se classeront au troisième rang en nombre des représentants ayant volé dans l'espace (3), derrière les anglophones (91) et les Russes (58). □



Les astronautes français Patrick Baudry (à gauche) et Jean-Loup Chrétien au poste de commande de la navette Columbia. Malgré son souhait, Patrick Baudry, qui doit s'envoler à bord de la navette le 27 février prochain, ne pourra piloter l'engin.

Frank Scott: juriste, poète et traducteur

Parmi les mérites involontaires de Maurice Duplessis il y a celui d'avoir su forcer un certain nombre de gens de talent à réagir sur la place publique. Tel fut le cas de Francis Reginald Scott qui vient de nous quitter.

À l'époque, il surprenait les anglophones de Westmount parce qu'il traduisait et citait de mémoire Saint-Denys Garneau, détonait dans le milieu des distingués juristes parce qu'il écrivait des poèmes tout en ayant des amis du côté d'un parti mal accepté, devenu depuis le N.P.D. Finalement, sans être canadien-français il ne cessait de relever des défis qui étaient vitaux à long terme pour le Québec.

Né dans la bonne vieille ville de Québec dans la famille d'un pasteur protestant, il connaissait le français et comprenait la lutte livrée pour sa survie à Montréal et ailleurs. Étudiant, il était allé en France examiner les tenants et les aboutissants des structures centralisatrices. La thèse sur laquelle il travaillait portait sur le comté de Nice devenu partie intégrante de la France dès 1860 et à partir de là sur les options indépendantistes. De retour à Montréal, marié avec une femme peintre d'une sensibilité propre aux artistes de grand talent, il ne pouvait éviter de vivre au jour le jour une situation conflictuelle.

Primauté de la justice

C'était l'heure de Maurice Duplessis qui en tant que premier ministre du Québec paraissait tout puissant et d'une certaine étroitesse d'esprit. En s'opposant aux décisions gouvernementales dans le domaine du droit, Frank Scott a fait la preuve de la primauté de la justice sur l'arbitraire, ce qui comportait des risques concrets pour sa carrière. Les contestataires, les intellectuels ne pouvaient compter ni sur les subventions, ni sur la stabilité d'emploi qui n'existaient pas sous leur forme actuelle.

La mort de Maurice Duplessis marqua un tournant autant pour Frank Scott que pour un autre grand disparu, Georges-Émile Lapalme, penseur et politicien, qui le raconta de façon magistrale dans ses mémoires («Le bruit des choses réveillées» et «Le vent de l'oubli»), mais leur approche n'était pas la même. Pour le professeur Scott, auteur ou co-auteur de livres tels que «Le Canada d'aujourd'hui» (1939), «Canada After the War» (1944), ou encore «Civil Liberties and Canadian Federalism» (1959), il s'agissait de l'élaboration des chartes des droits, de la constitution et des principes de tolérance. Georges-Émile Lapal-

me tenait surtout à donner au Québec un nouveau visage autant en matière d'enseignement que sur le plan de l'évolution industrielle, économique et sociale.

La philosophie du biculturalisme

Par la suite, la philosophie de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme



Alice Parizeau

Toronto, correspondait parfaitement à la philosophie de Frank Scott. Au départ il éliminait, comme un André Laurendeau d'ailleurs, l'idée d'épreuve de forces, une réflexion sur les dominants et les dominés et, il va sans dire, toute possibilité de dépérissement de la culture francophone. Est-ce pour mieux le prouver qu'il s'attela avec Anne Hébert à la rédaction d'un essai intitulé «Dialogue sur la traduc-

situait aux antipodes de la civilisation dans laquelle il croyait.

Brusquement, en 1970, il a été obligé d'assister impuissant à une explosion de violence, antithèse de sa conception du monde. En plein milieu de la crise d'Octobre il découvrait les enjeux d'un dialogue qui, désormais, se transformait en un conflit ouvert qu'il ne pouvait accepter.

Et pourtant...

Quand le Comité d'aide aux personnes arrêtées en vertu de la loi des mesures de guerre cherchait des signataires de la lettre ouverte en faveur de la libération immédiate des gens détenus arbitrairement il accepta, en protestant et en bougonnant un peu, d'y apposer sa signature. De la part de ce distingué juriste de McGill, notable malgré lui, c'était faire preuve de fidélité à sa conception de la justice, celle qu'il avait toujours défendue au risque d'être considéré par ses pairs comme un incorrigible romantique. D'autres n'ont pas hésité à donner gratuitement de leur temps et à assumer, en tant qu'avocats, des risques professionnels; il n'en reste pas moins que pour Frank Scott il s'agissait alors d'une décision d'autant plus difficile qu'aucune évaluation objective du potentiel de violence n'était possible.

Qu'est-ce qui reste de tout cela aujourd'hui?

Des écrits, des travaux, des poèmes et des essais, des prix et des distinctions, une thèse sur son oeuvre, des analyses élogieuses, mais aussi et peut-être surtout le souvenir d'un homme représentatif d'une époque et défenseur d'une philosophie valable en soi. Saint-Denys Garneau avait écrit dans son «Journal»: «Seuls vivent ceux qui poursuivent la solution d'une question. Un homme est mort quand tout lui semble résolu.» (p. 62) C'est là une citation qui s'applique pleinement à Frank Scott. Il appartenait en outre à cette infime minorité qui ne laisse pas de successeurs parce que ceux qui ont autant de talent que lui et autant de panache sont très rares. □



Une fidélité sans faille à sa conception de la justice

et la vision d'un Canada où grâce à la compréhension mutuelle tout devenait possible entre anglophones et francophones, y compris l'affichage bilingue à

tion à propos du «Tombeau des Rois» (H.M.H. - 1970)? Ce qu'il n'était pas capable de comprendre par contre c'était la mesquinerie, le mépris et le rejet qui se

plus

Éditeur
Roger D. Landry

Coordination
Paul Longpré

Responsable des chroniques:
Pierre-Paul Gagné
Tél.: (514) 285-7070

Mise en page:
Roch Côté
Jacques Gagnon
Fernand Marcotte

Collaboration

Philippe Barbaud
Jean Basile
Berthio
Françoise Côté
Jean-Françoise Doré
Claire Dutrisac
Pierre Godin
Serge Grenier
Sophie Huet
Albert Juneau
Claude Lafleur
Gérard Lambert
Yves Leclerc
Raymond Lemieux
Marie Lessard
Mario Masson
Charles Meunier
Alice Parizeau
Simone Piuzé
Pierre Racine
Michel Vastel
René Viau

Toronto Michel Labrecque
Vancouver Daniel Raunet
Moncton Achille Michaud
Mexico Francis Pisani
Managua Jacques Lemieux
San Salvador Édith Coron
Paris Jean-François Lisée
Rome Jean Lapiere
Bruxelles Claude Moniquet
Genève Angelica Roget
Chypre Robert Pouliot
Tokyo Huguette Laprise
Taiwan Jules Nadeau

Publicité

Responsable des cahiers spéciaux
Manon Chevalier

Secrétariat
Micheline Perron
Tél.: (514) 285-7319

La limace volante

Plus de 700 000 réfugiés éthiopiens des régions de l'Érythrée et du Tigré ont échappé temporairement à la famine alors que le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies a établi un pont aérien d'urgence alimentaire le 20 janvier dernier. Huit cents tonnes de produits de première nécessité ont ainsi atteint l'est du Soudan en quelque trois semaines. Des milliers de tonnes de céréales devraient suivre par bateau au cours des mois de février et mars. Notre collaborateur en Italie, Jean Lapiere, accompagnait l'un de ces avions-cargos il y a deux semaines.

Amsterdam. Brouillard à couper au couteau. Froid de canard. Sur la piste de l'aéroport international de Schiphol, un collègue italien, un Américain, un Suisse et moi attendons depuis douze heures le Boeing 707 égyptien qui vient enfin de se poser. Vents de sable, caprices du trafic aérien international ou mauvaise planification des vols, des arrivages et des correspondances? Toutes les réponses paraissent plausibles. Aucune ne sera confirmée.

Nous allons bientôt apprendre que rejoindre Kassala — capitale de l'est du Soudan — les camps, les réfugiés, les mouches omniprésentes, la chaleur malgré l'hiver soudanais, la faim — les «portes de l'enfer» comme disait un journal — constitue déjà une aventure en soi!

L'arrivée quotidienne ponctue le nombre de morts comme celui des vivants à Kassala et dans la région. Notre avion, si essentiel à la survie des 700 000 réfugiés éthiopiens du Soudan (3000 traversent encore chaque nuit la frontière), atteindra finalement sa destination avec 24 heures de retard. Nous n'en sommes malheureusement pas encore là. Il faudra encore nous détourner vers le froid avant de sentir la chaleur des hauts plateaux soudanais. D'Amsterdam, où l'avion décharge des marchandises commerciales, nous volons vers Malmeu (Suède) où nous prendrons, deux heures plus tard, un chargement de 32 tonnes d'huile végétale.

Premières nécessités

L'avion coûte cher. Très cher. Cinq fois plus que l'acheminement par bateau. Chaque aller-retour du pont aérien actuel, qui devait prendre fin vers le 10 février, coûte la «modique» somme de 70 000 dollars au Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR). La fa-

ture totale de cette seule opération de secours devrait s'élever à plus de dix-sept millions de dollars si on en croit les prévisions budgétaires de l'organisme au 11 janvier dernier (sans tenir compte du coût des aliments acheminés). On n'utilise donc l'avion que dans les urgences les plus extrêmes et pour des produits légers et essentiels (tentes, médicaments, huile végétale, biscuits vitaminés, sucre, etc.), en attendant l'arrivée des secours «lourds» comme les céréales, par bateau et camion.

Le financement du pont aérien que nous empruntons provient des propres fonds du HCR auxquels s'ajoute la participation alimentaire des États-Unis et de la Suède. Il devrait permettre l'acheminement de huit cents tonnes de produits alimentaires surtout. Un chargement quotidien — limité à 32 tonnes à cause de la longueur restreinte de la piste d'atterrissage de Kassala — devrait théoriquement nourrir la population d'un camp comme nous en verrons (50 000, 60 000 habitants) pendant une journée. L'est du Soudan compte à lui seul sept camps importants. C'est donc dire que, mathématiquement parlant du moins, les rations sont réduites au minimum vital puisqu'un seul avion arrive chaque jour.

Nous avons quitté Amsterdam avec douze heures de retard. Nous partons de Malmeu (Suède) à 17 heures pour atterrir au Caire (Égypte) à 23 heures. La piste de l'aéroport régional soudanais vers laquelle nous nous dirigeons ne pouvant nous accueillir après la tombée du jour, nous prendrons six autres heures de retard. Cinq heures du matin, nous repartons. Heure d'arrivée: sept heures. Retard de 24 heures. Ce n'est malheureusement pas le seul problème de logistique ou d'acheminement que nous rencontrerons au cours de ce voyage.

Le pied posé, nous traversons en vitesse Kassala qui, malgré la sécheresse, mange apparemment toujours à sa faim. Une vingtaine de kilomètres plus à l'est, près de la frontière éthiopienne — à vue d'œil sur la crête des montagnes comme pour montrer que le pays voisin surveille toujours ses réfugiés même dans leur exil — Wad Sherife. Le premier camp. Ici, le message est clair: «Je n'ai rien eu à manger depuis cinq jours que je suis ici», «nous manquons de tout», «les rations d'eau ne suffisent pas, nous devons en acheter des vendeurs ambulants». Nous avons beau expliquer le sens de notre venue, la valeur des relations humaines touche son niveau le plus élémentaire. Nous leur parlons du pont aérien déjà vieux d'une dizaine de jours. Ils affirment n'en avoir pas senti l'effet. Mensonges? Inégalités dans les distributions hebdomadaires ou bi-mensuelles selon le cas? Ou encore l'aide internationale n'est-elle tout simplement pas à la hauteur de la faim des 62 000 hommes, femmes et enfants de Wad Sherife?

Pourtant, un des médecins de la Croix-Rouge suisse du camp, Martin Weber, constate l'amélioration depuis l'arrivée du premier avion. «Cent personnes mouraient chaque jour ici en janvier. Leur nombre est aujourd'hui ramené à 35!» Et puis, comme un désespoir. «On a de l'eau depuis sept jours. De la nourriture depuis à peu près quatre ou cinq et voilà que le HCR fait venir les journalistes pour que vous disiez à quel point cet organe est efficace. Vous me faites rire!» Pourtant, selon Joël Boutroue, fonctionnaire du HCR, la riposte a été rapide. «En moins de trois semaines, nous avons mis ce pont aérien sur pied.» C'est souvent, selon lui, la COR, la Commission soudanaise pour les réfugiés qui s'occupe matériellement des camps — HCR se contente,



Jean Lapiere



VOYAGE AU PAYS DES RÉFUGIÉS



Distribution quotidienne de nourriture dans un dispensaire du Haut Commissariat aux Réfugiés.

photo Louise Gubb GAMMA

lui, d'acheminer l'aide — qui est en cause. «Ils sont totalement dépassés et désorganisés».

Contradictions

L'assurance et l'efficacité technique des spécialistes du Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations unies qui, dans cette opération de secours, fournit au HCR les aliments du pont aérien et ceux qui arrivent par bateau, tranche avec les constatations du terrain. Rentré à Rome, on m'assurera que plus de 25 000 tonnes de céréales étaient arrivées à Port Soudan — sur la mer Rouge — et étaient en cours de distribution dans les camps alors que j'y étais. Pourtant, le responsable du HCR à Kassala

n'en savait rien! C'est à n'y rien comprendre et il faut une patience d'ange doublée d'un sens inné de l'orientation pour s'y retrouver. Dans le jargon des spécialistes qui font toujours de subtiles distinctions entre les anciens et les nouveaux réfugiés (arrivés depuis le premier novembre dernier), l'aide d'urgence, les programmes d'aide alimentaire réguliers et autres qui croient? Les spécialistes assis dans leurs bureaux, chiffres en mains, sûrs d'eux? Les responsables locaux dévoués mais mal informés — Kassala n'a pas de télé et on nous a affirmé devoir parfois attendre une semaine la communication téléphonique avec Khartoum, la capitale? Les réfugiés qui n'écoutent que leur ventre?

Jour de retour. L'avion, démesuré pour la piste sans service de soutien, se pose avec huit heures de retard. Les camions et les maintenanceurs de la COR, fatigués d'attendre, sont partis. Nous sommes un vendredi, jour hebdomadaire de repos chez les musulmans, ce qui n'arrange rien. Il est 15 heures et le Boeing de la ZAS égyptienne doit impérativement repartir avant 17 heures, avant la fermeture de l'aéroport. Une nuit passée ici signifie 24 heures automatiques de retard sur l'un des prochains arrivages.

Sans mot dire, le commandant Gawad quitte sa chemise aux insignes de son grade. Ses coéquipiers l'imitent. Ils passent dans la soute et commencent à défaire les char-

ges ficelées de tentes et d'huile végétale. Trente-deux tonnes à bras d'hommes sous le regard amusé d'un général et d'une dizaine de soldats de l'armée soudanaise qui ne bougent pas le petit doigt. Après une demi-heure, les camions arrivent, les maintenanceurs aussi. L'équipage abandonne le terrain aux spécialistes. On entend une voix réfléchir tout haut: «C'est toujours pareil. La nourriture arrive. L'infrastructure, l'intendance ne suit pas. Il ne nous manque plus qu'à faire la cuisine!»

L'avion, finalement, décolle aux dernières lueurs orangées du jour. Cap sur Le Caire, puis, sur Amsterdam. Nouvelle cargaison. Nouveaux retards? Nouvelles désillusions?

Près de deux millions d'hommes en transit

La tragédie des réfugiés ne s'arrête malheureusement pas aux portes du désert soudanais. La sécheresse éthiopienne s'étend sur une large bande qui traverse l'Afrique d'est en ouest — le Sahel — dont fait également partie le Soudan. L'organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, la FAO, y prévoit «des difficultés exceptionnelles d'approvisionnement alimentaire». La récolte '85 de blé n'a pu être plantée en raison du bas niveau d'eau du Nil Bleu et de la rivière Atbara — les régions adjacentes fournissent en temps normal 80 p. cent de la récolte nationale. L'ensemble de la production céréalière ne devrait ainsi atteindre que 58 p. cent de la récolte moyenne des cinq dernières années. En supposant le doublement des importations commerciales de céréales, la FAO conclut que les besoins alimentaires du Soudan s'élèveront à près d'un million de tonnes cette année. Dix p. cent de plus que les prévisions faites il y a un mois et demi, en décembre. Le double de l'ensemble de l'aide alimentaire reçue l'an dernier.

Réfugiés de l'intérieur

L'approvisionnement alimentaire se détériore rapidement dans le nord du pays. Les régions du Darfour et du Kordofan (situées au nord et au nord-ouest de Khartoum) rapportent la perte totale de la récolte et l'apparition de la famine. Quinze des vingt-deux millions de Soudanais souffrent de la sécheresse alors que près du quart de la population serait en proie à la famine, selon les chiffres des organismes internationaux. Les prix alimentaires ont triplé, le bétail se vend à vil prix et le marché de la main-d'œuvre agricole s'est effondré. Dans les campagnes, on mange les semences. Des émeutes auraient éclaté dans le Sud-Kordofan où, selon des témoins, des spéculations sur des produits alimentaires auraient provoqué l'assaut de magasins et d'entrepôts.

Près de 600 000 paysans de l'ouest du pays ont quitté leur région pour se diriger vers la capitale, Khartoum, dans l'espoir d'y trouver quelque répit. À 15 kilomètres de la ville, leur venue a formé un nouveau camp, celui des «réfugiés de l'intérieur» aux conditions de vie difficiles, sans que ces personnes puissent espérer se prévaloir de quelque façon que ce soit de l'aide alimentaire internationale d'urgence dispensée aux réfugiés de l'étranger. Le gouvernement se trouve par ailleurs dans l'impossibilité de leur venir en aide.

Questions gênantes

La famine et la sécheresse ne figuraient pas au programme des



priorités du gouvernement du maréchal Nemiery avant le 31 juillet dernier alors que la vague de sécheresse actuelle étendait ses ravages depuis bientôt trois ans à l'ensemble du Sahel. Le président Nemiery s'accordait d'ailleurs à cette occasion le statut de «zone de désastre» qu'à la région du Darfour, taisant la situation du reste du pays. Le gouvernement n'a ainsi requis l'aide du programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) qu'à partir du premier février dernier et pour les seuls habitants de l'Est du pays. Cette volonté politique de minimiser la catastrophe dans l'agriculture, liée à certains choix politiques conjoncturels, risque de favoriser la rébellion du Sud du pays qui ne manquera pas de chercher à en tirer parti.

Le Soudan exporte ainsi des bovins au Nord-Yémen alors que la pénurie alimentaire frappe le pays. De plus, le nombre des réfugiés éthiopiens (700 000) auxquels il faut ajouter ceux du Tchad (116 000), de l'Ouganda (250 000) et du Zaïre (5 000) est venu aggraver une situation d'approvisionnement alimentaire déjà précaire pour les habitants de l'intérieur du pays.

L'acheminement de milliers de tonnes d'aide alimentaire internationale à travers le pays se trouvera compliquée à la fois par

l'insuffisante capacité d'accueil de Port-Soudan sur le Mer Rouge (vers laquelle les cargos sont dirigés) et les déficiences du réseau routier national. Autant de bonnes raisons pour remettre en question les politiques et l'imprévoyance gouvernementales.

Au bord de la faillite

L'arrière-fond de crise financière dans lequel le Soudan se débat n'aidera pas à solutionner ce qui semble une opération à huit inconnues. La dette extérieure s'est multipliée par 15 en dix ans pour passer de 600 millions à 9 milliards de dollars américains (équivalent du produit intérieur brut). Les seuls intérêts sur cette dette (1,25 milliard de dollars américains) s'élèvent à 150 p. cent de la valeur des exportations. La moitié des ressources en devises sert au règlement de la seule facture pétrolière.

Pour dire les choses clairement, Khartoum ne paraît absolument pas avoir les moyens de sauver ses 22 millions d'habitants de la sécheresse et de la famine. Aujourd'hui, plus que jamais, les secours internationaux demeurent essentiels. Mais comment faire pour qu'à l'avenir, cette aide soit autre chose qu'un palliatif aux imprévoyances intérieures et retrouve sa vocation initiale: une aide, un coup de main en cas de coup dur imprévisible?

VOYAGE AU PAYS DES RÉFUGIÉS

Au pays du désespoir

KEBÈDE lève les yeux et montre du doigt la montagne, de l'autre côté de l'étendue de sable. «Je viens de là», dit-il. Nous sommes à Wad Sher à quelque 25 kilomètres de la frontière soudano-éthiopienne qu'il a traversée avec sa femme, sa belle-mère et ses quatre fils. Un mois de marche épuisante. Cette famille a voyagé de nuit pour échapper aux rafales de l'aviation éthiopienne qui harcèle, selon de nombreux témoignages, les fuyards. Chaque jour, 3.000 personnes choisissent ainsi la voie de l'exil.

Kebède a bien une soixantaine d'années et, au crépuscule de ses jours, il s'est résigné à quitter «son» Érythrée après y avoir supporté la famine et la guerre intérieure que se livrent mouvement sécessionniste et gouvernement central depuis des années. «Nous avons dû tout abandonner. Nos animaux sont morts. Je possède les vêtements que je porte, ma famille que j'ai emmenée et cette case que vous avons construite en arrivant ici. C'est tout.» La case, trois mètres carrés au plus, plancher de terre, un lit de bois, six bouts de bois recouverts de feuilles séchées et poussiéreuses, abrite les sept membres de la famille. Il a fallu trois jours pour la construire.

700 000 réfugiés

Kebède n'est pas le seul de sa condition. Certains de ses compatriotes le considéreraient peut-être même «favorisé»... Car le bois, les feuilles séchées qui lui ont permis de «se construire» valent de l'or aujourd'hui. Sept cents mille Éthiopiens ont fui, comme lui, au Soudan, dont plus d'un quart de million au cours des quatre derniers mois seulement. Leur condition évolue rapidement, change chaque jour... rarement pour le mieux. Ainsi, le camp de Tukulubab, dont les conditions de vies étaient les plus terribles de toutes, a-t-il été fermé la veille de notre arrivée. Ses 45.000 habitants déplacés de 250 kilomètres au sud-ouest. Le camp de Wad Kowli n'existait pas, lui, la veille de Noël. Il comptait 52.000 occupants le 5 janvier, 84.000 à notre arrivée au Soudan, fin janvier, et plus de 90.000 le jour de notre départ. Si les prévisions se réalisent, il en compte aujourd'hui environ 150.000. Un monstre d'inhumanité. C'est le plus grand camp de réfugiés du monde.

Le paysage ressemble à celui

d'un film western. Plateau sablonneux, ciel bleu tranché par des pics montagneux qui s'élèvent abruptement. Pas d'arbres. Pas d'ombre. Soleil chaud (25 à 30 degrés centigrades) malgré l'hiver. Au fond du décor, une agglomération à «l'urbanisme» incontrôlé de petites huttes, de tentes improvisées, d'abris précaires couleur sable, se confond dans le sol. C'est Wad Sherife. Ici l'inflation humaine fait rage:

par la Croix-Rouge demeurent peu utilisées. Centralisées, elles sont trop éloignées de la plupart des habitations car le camp occupe une immense superficie. Un petit trou creusé entre les huttes suffit à l'ordinaire. «Les organismes de ces gens, soumis d'abord à la famine en Éthiopie, puis à un voyage épuisant et, ici, à la carence de nourriture, n'offrent aucune résistance aux microbes, précise le docteur

ment. Le taux de mortalité a chuté des deux tiers depuis l'adoption de ces méthodes et l'arrivée des premiers secours alimentaires. «Selon moi, précise encore le docteur Weber, la première nécessité, c'est la nourriture équilibrée au point de vue protéinique et en quantité qui permette non seulement aux gens de survivre mais d'augmenter leur résistance. Puis, vient l'eau et seulement, en trois

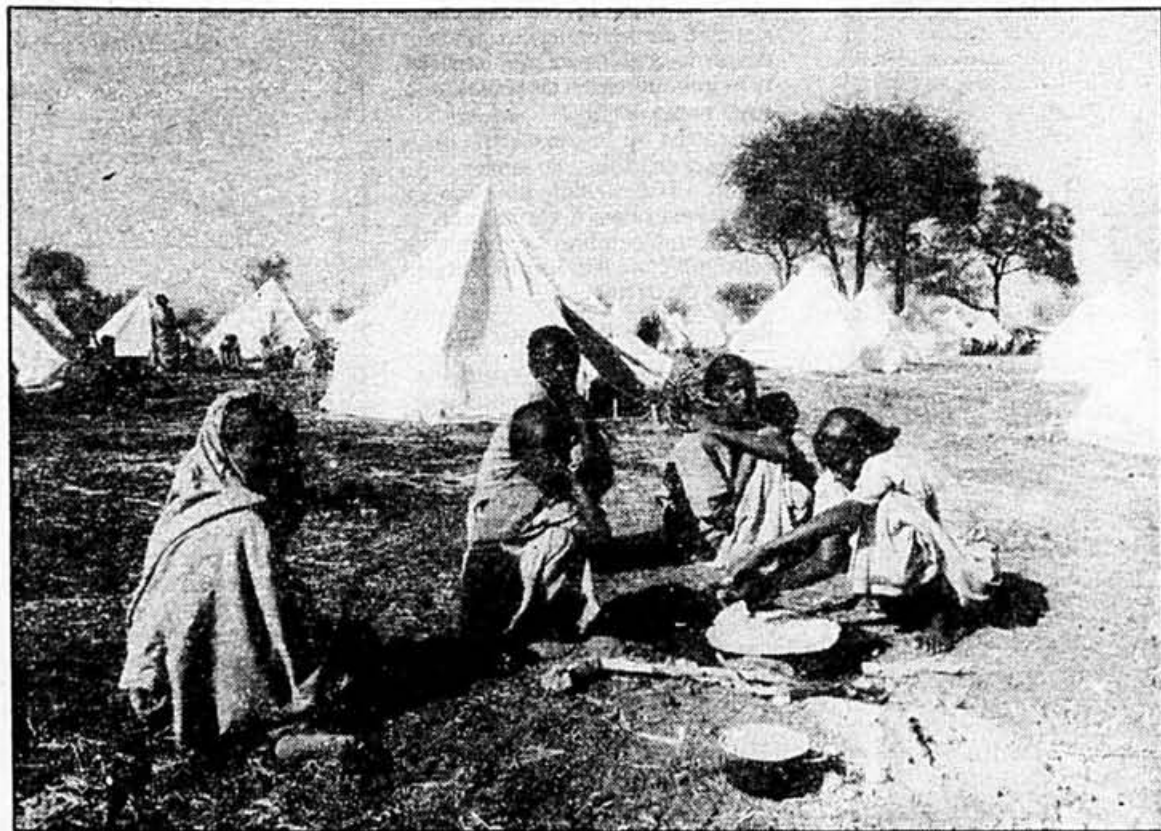
Dans le nouveau pays d'accueil, l'organisation des camps, la distribution de l'eau et de l'aide alimentaire est assurée, avec l'accord des autorités, par Rest, Relief Society of Tigray, la branche humanitaire du FPLT. On a littéralement transplanté au Soudan les structures sociales traditionnelles de la province d'origine. Les chefs de village prennent le relais de Rest à l'intérieur du camp, par «quartier». Ils recensent les nouveaux venus, s'assurent que chacun reçoive sa part de l'aide humanitaire.

Wad Kowli a soif. Situé sur les berges de la rivière Atbarra presque asséchée, on lui accorde entre trois et huit semaines de réserve d'eau. Pour 100 000 ou 150 000 réfugiés, c'est peu. Une équipe d'Oxfam international est arrivée à Khartoum pour diriger la recherche de nappes souterraines et creuser des puits dans la région. On déplacera bientôt Wad Kowli.

Sombres prophéties

Atteindra-t-on un jour le point de saturation? Le Soudan accueille depuis longtemps des réfugiés des pays limitrophes: Éthiopie, Ouganda, Zaïre, Centre-Afrique, Tchad. Un quart de millions de nouveaux réfugiés en quatre mois qui viennent s'ajouter aux 500 000 Éthiopiens déjà présents au début de 1984, c'est énorme! Le phénomène ne semble pourtant pas devoir se résorber. La Croix-Rouge internationale calcule que 250 000 Tigréens et 100 000 Érythréens sont déjà «dans le pipeline» — ainsi décrit-on familièrement ici la voie de l'exil. Le Haut Commissariat aux Réfugiés refuse quant à lui de jouer au prophète de malheur mais prévoit néanmoins doubler ses rations alimentaires de base d'ici le mois d'avril (de 335 000 bénéficiaires quotidiens, ils passeraient ainsi à plus de 600 000).

L'aide alimentaire internationale s'organise et parvient tant bien que mal à destination. Quel est l'avenir de ces réfugiés? Réduits à l'état de dépendance alimentaire, ces paysans chassés par une guerre intérieure qui ne semble devoir jamais finir ne s'accrocheront-ils pas à la terre aride du Soudan? Curieusement, le succès de l'opération alimentaire d'urgence crée lui-même les conditions de sa permanence. La communauté internationale vient peut-être ainsi de mettre le doigt dans un nouvel engrenage dont elle ne pourra pas se tirer de sitôt. J.L.



Vue des camps de Wad Kowli et de Tukulubab au Soudan, où affluent quotidiennement la marée humaine des réfugiés.

photo Arnaud Borrel GAMMA

33.000 habitants au premier de l'an, 62.000 en début février. On dirait en fait une immense tache à peine plus foncée et colorée que le sable sur lequel le camp repose. Dès qu'un coup de vent se lève, qu'un véhicule passe, Wad Sherife se confond, disparaît dans son environnement. Ne paraissent alors plus que les silhouettes floues de 63.000 hommes, femmes et enfants, acteurs involontaires d'un film qu'ils n'auraient jamais accepté de jouer.

Wad Sherife, comme Tukulubab il y a encore trois semaines, comme El Fao, comme Wad Kowli, ne possède aucune infrastructure sanitaire digne de ce nom. Pas d'eau courante. Pas d'égouts. Les quelques toilettes publiques installées récemment

Weber de la Croix-Rouge. Les réfugiés vivent les uns sur les autres, alors les maladies contagieuses se propagent à la vitesse de l'éclair. Dysenterie, paludisme, rougeole, tuberculose cohabitent ici avec «bonheur». Une quinzaine de médecins du YMCA, de Save The Children Fund (Grande-Bretagne) et de Médecins sans Frontières (France) cherchaient à enrayer un début d'épidémie de typhus à Wad Kowli, fin janvier. A Wad Sherife, des équipes volantes parcourent le plateau pour vacciner les réfugiés avant leur arrivée au camp. On a établi dans la plupart de ceux-ci des centres de nutrition adaptée particulièrement aux besoins des enfants en bas âge et des femmes enceintes ou en cours d'allaitement.

sième lieu, la médecine curative.»

Voyages «organisés»

Wad Kowli bat tous les records de croissance. En un seul jour, le 25 janvier, quatorze mille réfugiés de la province éthiopienne du Tigré s'y sont présentés! Malgré sa jeunesse et sa désorganisation physique (le camp n'existait pas il y a deux mois et sera prochainement déplacé), Wad Kowli respire la discipline. Contrairement aux Érythréens de Wad Sherife qui arrivent un par un ou par famille au Soudan, les Tigréens empruntent la route de l'exil par villages entiers. Le «voyage» est préparé, organisé et encadré physiquement par le Front populaire de Libération du Tigré (FPLT).

POUR LA FAMINE EN ÉRYTHRÉE

Raymond Robillard veut mobiliser le milieu de la santé



Raymond Lemieux

Sur le plan diplomatique, je sais que je suis incapable de régler cette guerre dans le nord de l'Éthiopie, mais je suis convaincu que je peux agir en tant que professionnel de la santé. De retour des régions d'Afrique touchées par l'extrême famine, le docteur Raymond Robillard a ajouté une nouvelle conviction à son serment d'Hippocrate : la coopération internationale. « Je ne pouvais pas revenir de ce voyage comme je suis parti ».

Dans son bureau de Montréal, ce neurologue, muni d'un bon vingt-cinq ans de pratique médicale et d'enseignement, n'a pas attendu pour se mettre à l'oeuvre. Déjà, il est à dresser une liste d'instruments chirurgicaux, d'antibiotiques et de vaccins à dépêcher rapidement sur place. « Le rôle de la médecine est indissociable de celui de la nutrition », dit-il. « La famine est un problème médical. »

Une guerre fait partie de ce sombre tableau. Depuis 1962, les troupes gouvernementales, aujourd'hui soutenues par l'URSS, affrontent les indépendantistes érythréens. Bilan à ce jour : 300 000 morts. « Quand j'ai décidé de partir pour là-bas, j'ai eu bien peur de me retrouver comme un éléphant dans un magasin de porcelaine. »

Pour l'instant, le neurologue met de côté les analyses politiques. « La façon dont je veux aborder le problème est apolitique. » Raymond Robillard ne perdra pas tout au long de son séjour son oeil de médecin. Il faut, de fait, toute la compétence d'un médecin pour redémarrer la santé d'une victime de la famine. « L'organisation mondiale de la santé a développé des techniques peu coûteuses pour cela », ajoute-t-il. « Avec un liquide simple qui consiste en de l'eau mélangée à du sel et du sucre en quantité précise, on peut arriver à rescaper les personnes atteintes. » Reste que pour l'heure, les équipes médicales érythréennes, même si elles tâchent de bien s'organiser, sont plutôt démunies. « Leurs plus récents manuels de médecine datent de 1950, précise le docteur Robillard. De plus, ils ont besoin de spécialistes en orthopédie, en

chirurgie thoracique et puis d'autres pour diagnostiquer les nombreuses maladies oculaires qu'ils ne comprennent pas. »

Le neurologue a déjà rencontré des responsables de « Médecins sans frontières », l'organisation internationale basée à Paris, avec l'idée d'en fonder une succursale à Montréal. Encourageant. « Mes collègues hésitaient cependant à travailler en mission pour des autorités françaises. Mais ils se disent très favorables à la constitution d'un groupe semblable ici. D'ailleurs, à mon retour d'Éthiopie et après mon passage à la télévision, j'ai reçu de nombreux appels d'infirmières, d'infirmiers, de médecins et même d'un camionneur. C'est ahurissant ! »

Attention à qui on donne

Corps décharnés, regards creux et implorants, mains tendues, assiette vide. Les images de famine, de sécheresse en Afrique ont ému plus d'un téléspectateur en décembre dernier. Le docteur Raymond Robillard de même. Puis après la compassion et la générosité qu'ont soulevées ces scènes, un doute s'est installé dans les bonnes consciences : et si l'aide internationale n'arrivait pas à bon port ?

Raymond Robillard prend une grande respiration. Il pense à ce qu'on lui a raconté lors de son court périple. Déjà des stocks de vivres venant des gouvernements étrangers s'accumuleraient dans les ports éthiopiens. « Donner à l'Éthiopie pour aider les Érythréens c'est comme donner à Kaboul pour aider les rebelles afghans. Le citoyen qui veut coopérer et qui souhaite que son aide se rende doit faire attention à qui il la donne. La seule aide qui peut aller aux Érythréens doit passer par le Soudan. » Deux groupes lui paraissent fiables : Oxfam et l'Eritrean relief association. « Il y en a sûrement d'autre, mais je ne les connais pas. Le gouvernement canadien, de son côté ne peut pas envoyer de l'assistance à ce peuple, car il se trouverait à appuyer une armée d'insurrec-

tion », reconnaît-il. Dilemme de diplomatie internationale. Pourtant c'est surtout en Érythrée, selon le docteur Robillard, que le drame de la famine a frappé en Éthiopie. Près de la moitié des trois millions et demi d'Érythréens sont affectés.

ments par les avions éthiopiens. » Après quinze heures de route en Land Rover, l'équipe s'est retrouvée dans une vallée. « On ne voyait personne. On nous a conduit devant une porte à flanc de montagne comme pour un bunker. C'était notre hôtel. »



photo Jean-Yves Létourneau LA PRESSE

Le docteur Raymond Robillard veut fonder au Québec une organisation du type de « Médecins sans frontière »

Accompagné de Jean-Jacques Légaré, médecin omnipraticien, et Patrice Massenet, cinéaste, Raymond Robillard est arrivé au Soudan au début de l'année. Son premier voyage en Afrique. Pour l'occasion, il trainera le livre de l'agronome tiers mondiste René Dumont, « L'Afrique étranglée ». « À notre arrivée, on nous attendait pour nous faire traverser la frontière. Il fallait le faire dans la nuit car il y a toujours le danger des bombarde-

« Où nous sommes allés, les gens réussissaient à se débrouiller assez bien. On a vu dans chaque tente une poche de grains venue d'Allemagne de l'Ouest. Mais ils nous ont dit n'avoir jamais rien reçu du Canada si ce n'est qu'une boîte de lait en poudre sur laquelle quelqu'un était assis. On m'a raconté que cela avait été acheté au Soudan et que ça venait d'Éthiopie. Là, la boîte avait été marchandée à un commerçant qui l'a exportée

au Soudan pour la revendre aux habitants d'ici. »

En Érythrée, le docteur Robillard a rencontré quelques médecins. Solidarité professionnelle. « Il y en a 27 pour tout le territoire. Ils ont tout de même réussi à organiser un système très efficace avec la collaboration de 1 600 auxiliaires médicaux en plus de celle -et ça c'est surprenant- des sorciers de village qui gardent beaucoup de prestige et de confiance auprès des populations. C'est un mariage assez unique de médecine traditionnelle et de médecine occidentale. Les uns et les autres s'échangent pertinemment leurs connaissances. »

Le secteur qu'a visité M. Robillard est sous le contrôle des autonomistes et s'il réussit à bien se tirer d'affaire malgré la sécheresse, il n'en va pas de même pour l'autre Érythrée, celle qui est piétinée par la botte militaire éthiopienne. Là, les gens n'ont d'autre choix, selon le docteur, qu'entre la déportation ou l'exode vers le nord, vers le Soudan. « Avec les vivres que les Éthiopiens reçoivent par l'aide internationale, on attire les Érythréens affamés pour les amener dans d'autres régions au sud que les autorités prétendent plus accueillantes. Ceux qui refusent n'ont d'autre solution que de prendre le chemin des camps de réfugiés, plantés en plein milieu du désert soudanais et ravitaillés par les Nations unies. » (Voir à ce sujet les articles de Jean Lapierre dans les pages précédentes).

Revenu à Montréal, il reste maintenant au docteur Robillard à trouver l'argent pour démarrer son projet. « Il faudrait au moins déboursier le transport des volontaires coopérants, dit-il. J'aimerais aussi me faire donner des médicaments par les compagnies pharmaceutiques. »

Puis ses yeux s'agrandissent et trahissent l'espoir de voir son projet sur le point de se réaliser. « Je suis content. Je pense que mon affaire va marcher mais il faut être prêt à travailler avec beaucoup d'haleine. » □



L'ère de l'information, Saturn et la moissonneuse-lieuse

Un pas important dans le sens de l'automatisation complète de la production industrielle a été franchi il y a quelques mois avec l'annonce du projet Saturn de General Motors: le géant américain de l'automobile se donne une filiale dont la tâche est de concevoir et de produire des voitures de la façon la plus automatique possible, en tirant avantage des techniques de l'informatique avancée.

Je ne me lancerai pas ici dans une explication détaillée de Saturn: cela a été fait ailleurs, et notamment, pour ceux qui souhaitent plus de détails, il y a une bonne description dans le numéro du 28 janvier de l'hebdomadaire *Business Week*. Qu'il suffise de dire que le projet cherche à intégrer les techniques de la conception assistée par ordinateur, de la gestion informatisée de la production, et de la robotique polyvalente dans un réseau qui regroupe les principales étapes de la fabrication d'une automobile, y compris une partie de la sous-traitance.

L'effet recherché est double: d'abord améliorer la constance et la qualité de la production (l'ordinateur jouera un rôle important dans le contrôle de qualité); mais surtout réduire considérablement le temps-homme requis pour la production d'un véhicule, depuis 80 heures-homme il y a cinq ans, jusqu'à 55 heures aujourd'hui, pour atteindre 21 heures dans quelques années.

Il est clair que cette démarche va directement à l'encontre de tout objectif d'augmentation de l'emploi: GM prévoit des négociations difficiles devant mener à la signature d'une entente séparée avec le syndicat des travailleurs de l'auto, et une campagne importante de lobbying politique auprès du Congrès américain. D'autant plus que si le projet d'un coût initial de près de cinq milliards (US) réussit, les autres fabricants n'auront pas d'autre choix que de suivre le même chemin.

Une industrie «post-industrielle»?

Dans un premier temps, l'objectif avoué de Saturn est de rendre le producteur américain compétitif avec ses rivaux japonais (qui dans leurs usines automatisées atteignent déjà le niveau des 30 heures-homme et moins par voiture), et donc de maintenir ou de rétablir la domi-

nation de l'industrie automobile américaine sur son marché menacé.

Cependant, et c'est là à mon avis le plus intéressant, une fois cet objectif atteint il sera impossible de s'arrêter: il ne pourra exister simultanément aux USA un système automatisé de production à bas prix et de haute qualité, et un système plus coûteux et moins fiable. En d'autres termes, l'ensemble de la production devra s'orienter dans le sens de Saturn et de ses descendants.

Paradoxalement, à long terme, cela peut mener non à une croissance de l'importance de l'industrie automobile (déjà un facteur dominant dans l'économie nord-américaine), mais au contraire à une réduction de cette importance. On se trouvera en effet avec une production assurée et régulière, exigeant peu de main-d'oeuvre et relativement peu de ressources, notamment parce que les robots utilisés seront polyvalents et que l'inventaire, contrôlé automatiquement, sera considérablement réduit.

C'est à se demander si on n'assiste pas au premier acte de la «post-industrialisation» de la grande industrie, et au véritable début de la fin de l'ère industrielle au profit de l'ère de l'information».

Il est tentant en effet de voir un parallèle entre le projet Saturn aujourd'hui et l'apparition il y a cent cinquante ans des premières machines agricoles industrielles, les moissonneuses de McCormick et les *cotton gin mills* de Whitney. Dans les deux cas, on modernise un secteur traditionnel en lui appliquant les techniques de l'ère suivante.

La fin d'une époque

La moissonneuse de McCormick (brevetée en 1834) était en effet un pur produit de l'ère industrielle: une machine exigeant une fabrication de masse et une capitalisation importante, destinée à remplacer le travail de plusieurs hommes. Son originalité, c'est qu'elle était conçue pour le secteur agricole, où jusque là tout le travail était effectué à force d'homme ou d'animal.

Ses effets n'ont pas été simplement de résoudre un problème de main-d'oeuvre et de coût de production. Elle a modifié la taille des exploitations agricoles, a non seulement permis mais rendu nécessaire le développement des grandes plaines du

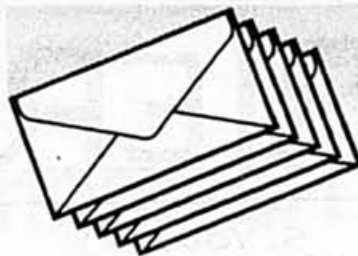
centre de l'Amérique du Nord, et d'après certains historiens, a joué un rôle non négligeable dans l'élimination de l'esclavage et, par voie de conséquence, dans le déclenchement de la guerre civile américaine.

Enfin, elle a eu pour effet ultime de réduire la proportion de la main-d'oeuvre affectée aux travaux agricoles: elle est ainsi passée de plus de 50 p. cent de l'ensemble de la population à moins de quatre p. cent. Cette transformation a libéré une masse énorme de travailleurs ruraux qui sont devenus des ouvriers d'usines urbaines et, plus tard, des cols blancs. Ce faisant, elle a fait passer l'agriculture d'activité dominante de notre société en un secteur quelconque, et pas le plus important, de l'industrie.

Il est trop tôt pour affirmer que le projet Saturn aura le même impact sur l'industrie automobile. Il n'empêche qu'il présente plusieurs des mêmes caractéristiques que la moissonneuse de McCormick. Entre autres, il fait appel non à des techniques industrielles mécaniques traditionnelles, mais à des méthodes électroniques de traitement de l'information; et il remplace la chaîne de montage linéaire et l'ouvrier spécialisé dans une tâche, héritages directs de la production de masse d'Henry Ford, par un réseau souple et multidimensionnel d'unités de production et par des machines-robots polyvalentes et reprogrammables presque à l'infini.

Souvent, lorsqu'on discute de l'avènement d'une éventuelle «ère de l'information», les critiques de cette idée objectent qu'il faudra quand même toujours des usines et de la production de biens, et donc que la «société d'information» n'est qu'une utopie. Ils oublient que de la même façon, l'homme n'a pas cessé de se nourrir avec la fin de l'ère agricole et le début de l'ère industrielle. Il a simplement industrialisé le processus de production de nourriture.

Il sera intéressant de voir au cours des années qui viennent si des projets comme Saturn ne représentent pas la prochaine étape vers la société d'information, en «informatisant» (dans tous les sens du mot) la production des biens, et en apportant ainsi une réponse concrète aux objections des tenants d'une «nouvelle révolution industrielle» aux effets restreints. □



On adresse le courrier à
Yves Leclerc
La Presse - PLUS
7, rue Saint-Jacques
Montréal, Qué. H2Y 1K9

Monsieur Leclerc,

J'ai un ordinateur Atari 800 XL avec unité de disquettes dont je me sers entre autres pour faire des graphiques en couleurs. Je considère que les capacités graphiques de l'Atari sont meilleures que celles de l'Apple et du Commodore. N'êtes-vous pas d'accord?

Mon problème, c'est que je voudrais imprimer mes graphiques sur papier, mais les seules imprimantes que j'aie vu annoncées pour l'Atari impriment en blanc et noir.

Savez-vous s'il existe des imprimantes qui impriment des graphiques en couleurs que je pourrais connecter sur mon Atari?

Félicitations pour votre chronique,

J.P. Wagner, Montréal

RÉPONSE: Il existe trois façons très différentes de transposer sur papier du graphisme couleurs produit par un ordinateur sur écran vidéo, trois façons qui diffèrent par la méthode, par le prix et par la technique d'interface avec l'ordinateur.

La solution traditionnelle est celle du traceur de courbes (*plotter* en anglais) qui est un des outils principaux de la conception assistée par ordinateurs, et qui existe dans toutes les gammes de prix et de puissance.

Contrairement à l'imprimante à aiguilles et à l'écran, un traceur de courbes ne dessine pas point par point, mais trait par trait, comme un dessinateur humain. Il dispose d'une ou plusieurs plumes interchangeable, avec lesquelles il trace des lignes (et même des courbes dans le cas des plus sophistiqués) sur une feuille ou un rouleau de papier.

Un traceur est différent d'une imprimante en ce qu'il ne suffit pas de lui envoyer des caractères pour qu'il les imprime: il faut un logiciel entièrement différent, qui traduit un dessin en une série de commandes pour relever ou abaisser une plume, changer de couleurs, et transmettre des coordonnées de début et de fin de ligne.

La seconde solution est celle de l'imprimante classique à aiguilles. Jusqu'à récemment, les imprimantes couleurs étaient rares et coûtaient fort cher. Cependant, deux modèles récents sont à la portée d'un budget moyen: l'un, l'Epson JX-80, destiné à un usage semi-professionnel et utilisant un ruban multicolore et du papier normal, l'autre l'Okimate 20 d'Okidata, destiné à l'amateur et employant la technique du transfert thermal. La première coûte un peu plus de \$1000, l'autre seulement \$400.

Un autre type d'imprimante, qui fait appel à une technologie plus nouvelle, semble promis à un avenir plus intéressant encore. Ce sont les imprimantes cou-

leurs à jet d'encre, dont les deux plus connues sont celles de Hewlett-Packard et de Radio Shack. Leur grand avantage est d'être remarquablement silencieuses et pratiquement inusables, en plus d'offrir une couleur très vive et très belle. En échange, elles exigent un papier spécial, pas facile à trouver et généralement plus cher.

Notez que dans ce cas aussi, il faut un logiciel particulier appelé un *printer driver* pour tirer avantage des capacités couleurs de l'imprimante.

La troisième manière d'arriver à transposer sur papier les images que vous créez sur écran est simplement de les photographier. Pour cela, il y a deux méthodes: utiliser un appareil assez coûteux appelé *slide creator* ou *slide maker* qui possède son propre écran ou qui s'assujettit à celui de votre moniteur (si vous avez un téléviseur comme moniteur, attention! Ça ne marche pas toujours); ou utiliser simplement un trépied et une caméra normale pour prendre une photo de l'écran.

Dans le premier cas, l'appareil s'occupe de tout ce qu'il y a à faire (distance, ouverture, exposition) et vous garantit pratiquement un bon résultat: évidemment, vous payez le prix. Mais dans le second cas, c'est moins évident. Il faut habituellement faire plusieurs essais pour ajuster trois paramètres importants: la distorsion de l'image, la luminosité et le balayage.

Tout compte fait, et dans l'état actuel des choses, si vous avez souvent des images en couleurs à reproduire, mais dont la précision n'est pas trop élevée (la précision, c'est le domaine des traceurs de courbes), la meilleure solution de compromis est peut-être celle de l'imprimante à jet d'encre, qui vous coûtera aux alentours de \$800 et qui pourra en même temps servir à imprimer vos textes et vos listings.

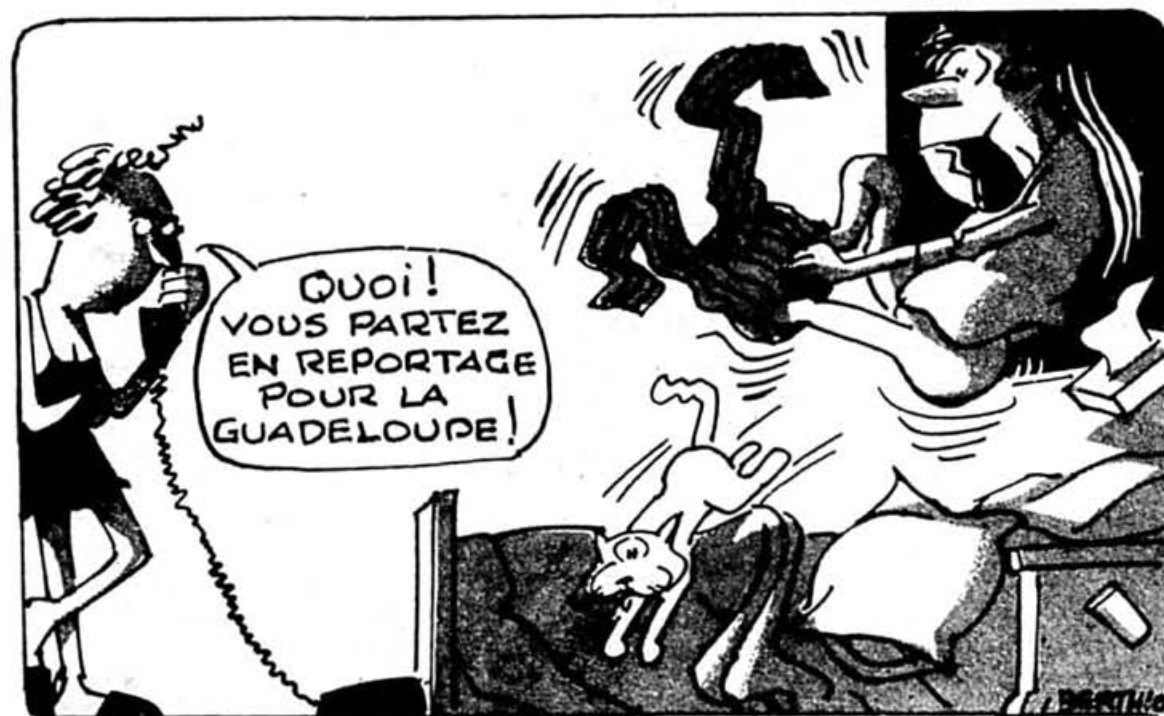
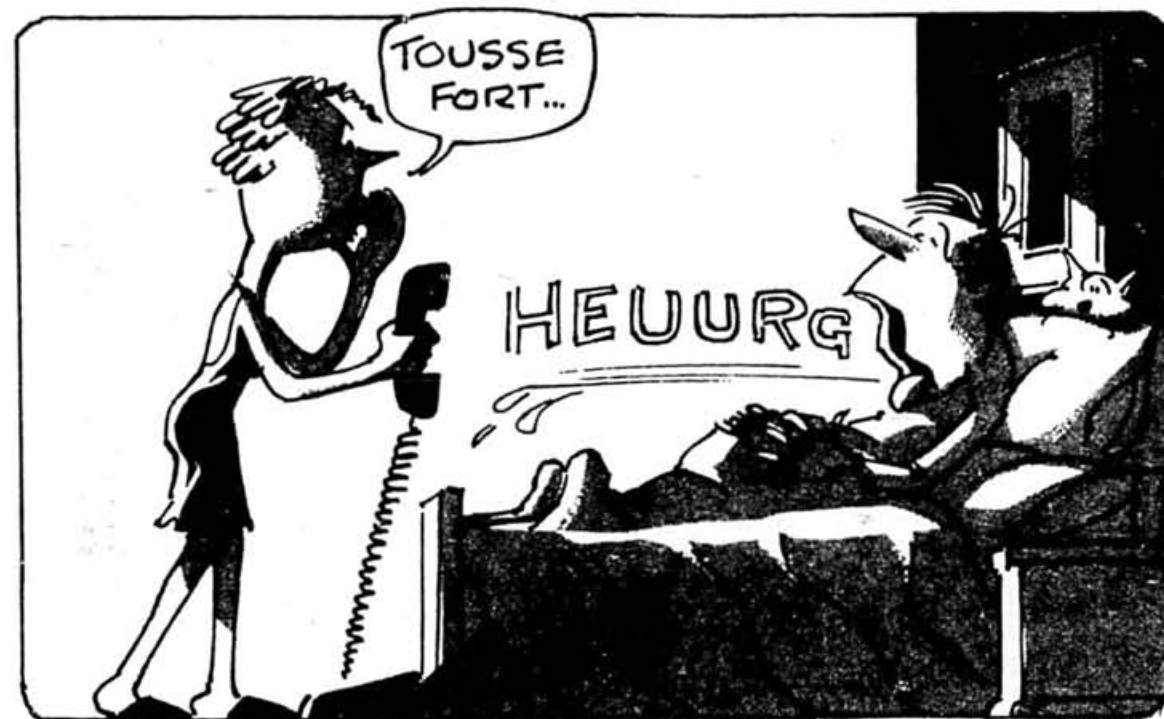
SANYO
MBC 550-2

- ORDINATEUR 128 K
- LECTEUR DISQUE 360 K
- WORDSTAR (TEXTE)
- CALCSTAR (CHIFFRIER)
- IMPRIMANTE EPSON A POINTS GRAPHIQUES
- ÉCRAN 80 COLONNES
- ACCENTS FRANÇAIS

SPECIAL EN MAGASIN

INFORMATIQUE D.R.
(R.E. DUMOULIN INC.)
271-2316
8184, ST-HUBERT (NORD DE JARRY)

FIÈVRIER



L'EMPIRE DES SENS



Serge Grenier

PARIS

E.D. noue des contacts

Jeudi. Avant-dernière journée complète à Paris: nous rentrons à Ottawa samedi. Ce matin, toutes les délégations se réunissent pour adopter des résolutions. Cruelle déception: la mienne a été défaite. Elle se lisait pourtant comme suit: «Considérant que le Canada est un pays bilingue, que le système métrique est très mélangeant et que 36-24-36 est une mesure qui fait le bonheur de tous, à commencer par l'industrie du vêtement pour dames, il est résolu que l'Association de backbenchers de langue française appuie la décision du gouvernement canadien de rétablir l'usage du système impérial de mesures.» C'est le Tchad et la Haute Volta qui ont fait pencher la balance en faveur du non. Je m'en souviendrai de ces pays-là.

J'ai tissé des liens d'amitié avec un Belge, un Suisse, un Luxembourgeois et je me suis très bien entendu avec un député français du groupe Le Pen. Je lui ai dit que chez nous, le pen, c'était le pénitencier. Il m'a avoué qu'il y avait du vrai là-dedans et que, s'il n'en tenait qu'à lui, tous les gauchistes seraient en prison. Puis on nous a présenté quelques politiciens français très connus comme Giscard Valéry d'Estaing, Maurice Couve de Murville, Jacques Chaban-Delmas. En jasant avec M. Chaban-Delmas, je lui ai expliqué qu'au Canada, c'étaient les femmes qui portaient des noms doubles. J'ai ensuite pris un verre avec mon ami gabonais Paleta Bolo. Il m'a entretenu de la situation de la femme dans son pays: elle s'occupe des enfants, fait marcher la maison et est très heureuse. Je lui ai dit que c'était comme ça chez nous avant mais que, maintenant, la plupart des femmes avaient une situation. Puis, étant membre du comité des Communications et de la Culture au Parlement d'Ottawa, je lui ai remis un exemplaire du livre blanc du ministre, M. Masse, livre blanc intitulé «De Gutenberg à Teldidou», en lui expliquant que, chacun à sa façon, ces deux gars-là avaient énormément fait pour les communications.

Comme j'avais l'après-midi libre, j'ai décidé de faire une petite tournée. Au cimetière du Père-Lachaise, devant la tombe d'Edith Piaf, j'ai été ému mais je n'ai pas pleuré. Je suis comme elle: je ne regrette rien. Et comme elle a mené une vie mouvementée, j'ai ré-

cité une prière pour le repos de son âme, juste au cas. Je me suis ensuite dirigé vers les quais de la Seine, pour y bouquiner. J'ai acheté «Tintin au Congo» que je n'avais jamais lu et je me suis dirigé vers le café «Les Deux Mégots» pour y parcourir quelques pages. J'ai demandé au waitier de m'asseoir à la table où Jean-Paul Sartre écrivait ses livres. Il m'a installé au fond du café en me disant que c'était là que Jean-Paul Sartre écrivait les mains sales. Quelle déception! Un si grand écrivain!

Vendredi. Dernière cérémonie officielle de notre séjour à Paris: une réception à l'ambassade du Canada. Comme il est beau notre drapeau claquant fièrement au vent! L'ambassade du Canada à Paris, c'est quelque chose. Mais l'ambassadeur, tu parles d'un bon! Comme je ne le connaissais pas, je m'approche de lui et je lui demande son nom. Il me répond: «Appelez-moi Excellence». Pour qui il se prend, lui? Dès mon retour à Ottawa, vite un memo aux Affaires extérieures. Puis j'ai profité de mon dernier après-midi à Paris pour grimper dans la tour Eiffel. C'était brumeux et il pleuvait. Alors je n'ai rien vu. Ensuite je suis allé acheter quelques souvenirs à La Bonne Samaritaine. C'est comme La Baie mais en plus grand.

Ce soir, après un bon souper de cuisine française avec Tom, nous sommes allés au Crazy Horse. Quel luxe! Nous avons évidemment commandé du champagne. Tom avait hâte que le spectacle commence. Quand les premières filles sont arrivées sur la scène, Tom s'est mis à crier «Take it off». Il m'a expliqué qu'il n'y avait pas de belles filles comme ça à Swift Current. Je le croyais sur parole. Et quand les filles ont commencé à se déshabiller, j'ai pensé que Tom était pour manger sa cravate, tellement il était énervé. «Mais trêve de plaisir, on retourne à Ottawa demain» ai-je dû lui dire. Et nous sommes retournés à l'hôtel pour prendre un repos réparateur.

Samedi. L'aéroport Charles de Gaulle: quel grand aéroport! Quel grand homme! Des députés français se sont déplacés pour nous saluer. Hymnes nationaux, douane et c'est l'embarquement. Ce séjour en France aura été le plus beau voyage de ma vie. Adieu, Paris! Ce n'est qu'un au revoir. Maintenant que c'est fini, j'ai hâte de retrouver mon petit bachelor de la rue Albert, mon bureau, Mme Belhumeur-Sanfaçon, le P.Q. et, bien sûr, les affaires de l'État. Car, après tout, l'État, c'est un peu moi.



Pour mieux comprendre l'impérialisme

L'Impérialisme
par Hannah Arendt
Le Seuil éditeur,
collection «Le Point»

Il est des mots que l'usage courant, la vulgarisation en somme, ont détourné de leur vrai sens. Ainsi, l'on peut se faire traiter de fasciste ou de communiste sans même savoir ce que l'on veut dire. McCarthy et Staline étaient passés maîtres dans cet art qui est, au fond, celui de l'insulte pour l'insulte. Le mot «impérialisme», lui aussi, été utilisé à toutes sortes de sauces, généralement pour dénoncer le comportement d'un groupe «fort» vis-à-vis d'un groupe «faible», que ce soit «l'impérialisme économique» dont on accuse les Américains ou l'«impérialisme idéologique» dont on accuse les Russes. Mais pourquoi et surtout dans quel but est-on «impérialiste»? On ne le sait plus très bien. Ou on veut l'oublier, ce qui revient au même.

Hannah Arendt a passé une bonne partie de sa vie de politicienne à réfléchir sur cette question pour elle fondamentale car l'impérialisme implique non seulement des faits concrets (l'annexion d'un territoire par exemple) mais une façon de penser qui n'a pas disparu avec la période dite d'expansion coloniale, tout au contraire. Les Editions du Seuil viennent de rééditer, dans une collection de poche, le deuxième tome de son ouvrage fondamental, «Les Origines du totalitarisme», dont le titre est précisément «Impérialisme»: une étude exhaustive, raffinée du phénomène dans son expression contemporaine car, bien évidemment, elle ne traite nullement des grands «empires» d'autrefois, celui d'Alexandre ou celui des Césars.

Il y a, d'abord, l'histoire elle-même qui est fascinante car les Empires se sont bâtis avec des hommes et que ces hommes, aussi contestables et contestés soient-ils aujourd'hui, étaient des «natures», que ce soit le curieux Rodhes, en Afrique noire avec sa mégalomanie et sa sentimentalité un peu équivoque quand il s'agissait de ses «compagnons», ou le pur Lawrence d'Arabie au Moyen-Orient. Hannah Arendt, avec un sens très sûr de la psychologie, trace le



portrait de ces héros qui n'en étaient pas tout à fait, ces hommes en qui se reflétaient toute la pensée d'une époque: le curieux dix-neuvième siècle qui a vu naître tout en même temps le dogme de l'Immaculée conception, le machinisme tueur d'enfants et l'expansion territoriale, le «colonialisme» dont la vision la plus innocente était sans doute les «portraits de genre» d'un Delacroix ou d'un Nerval voyageant en Orient mais dont le but, presque avoué, était ni plus ni moins que la domination du monde par la race blanche, considérée (grâce à Darwin et à sa théorie de l'évolution des espèces par le biais, qu'on le veuille ou non, du droit du plus fort sur le plus faible) comme la meilleure.

Il est clair, et Hannah Arendt le démontre, que tout impérialisme se fonde sur trois composantes inamovibles: 1) la race comme fondement du corps politique, 2) l'expansion comme but politique avoué et nécessaire, 3) la bureaucratie comme principe de domination. Il est non moins clair que ce «credo» impérialiste a pour corollaire la notion d'inégalité car, bien sûr, tout «impérialisme» qu'il ait été l'Inde par exemple, l'Indien n'était pas pour autant le «sujet» de sa Majesté la reine Victoria avec tous les droits qui en découlent, pas plus que l'Algérien, au temps de la domination française en Algérie, n'était un véritable «citoyen français», fils de la Révolution, même si l'Algérie était nommée parmi les «départements» français avec le Tarn et

la Dordogne. Or, pour l'auteur, la notion d'égalité, fondée sur la Déclaration des droits de l'homme, est et devrait rester le point d'appui de toutes démocraties. Il va sans dire qu'Annah Arendt n'est pas très optimiste et qu'elle voit tout en même temps le déclin du sens même de la Déclaration des droits de l'homme et celui de l'Etat-Nation qui est, précisément, le rassemblement d'hommes égaux et uniques, et non pas la masse grouillante et non-agissante d'un «peuple», du «peuple allemand», par exemple comme aimait à le dire Hitler. «Notre vie politique, écrit-elle, repose sur la présomption que nous sommes capables d'engendrer l'égalité en nous organisant, parce que l'homme peut agir dans un monde commun, qu'il peut changer et construire avec ses égaux et seulement ses égaux».

Le plaisir de cet ouvrage, parfois difficile car abondamment documenté, réside dans le fait que c'est d'abord et avant tout un plaidoyer passionné. Née en Allemagne, juste avant l'avènement du nazisme, Juive sans doute et forcée de quitter l'Allemagne dès 1933, Hannah Arendt ne voit pas la politique comme une science abstraite, un jeu de société fait pour amuser quelques spécialistes. Pour elle, la politique, le politique est maître et maître de la vie, de la vie quotidienne. Il faut donc «s'organiser». C'est en comprenant les mécanismes, complexes et parfois même paradoxaux, de l'impérialisme, que ce soit l'impérialisme russe ou l'impérialisme de l'Europe occidentale jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, que l'on peut éviter de tomber dans le totalitarisme. Il est vrai que ce livre, qui montre si bien comment l'expansion territoriale était basée sur l'utilisation d'un excédent d'hommes (les fameux «colons») et d'un excédent de capitaux, ne nous dit pas comment nous aurons à traiter de problèmes identiques dans des conditions fort différentes puisque, si l'on peut toujours exporter (coloniser) des capitaux, il est moins facile d'exporter des hommes dont tout le monde a trop et dont personne ne veut plus.

Il semblerait que la notion de «technologie» ait remplacé, plus ou moins subtilement, l'idée de la «race» que personne n'oserait plus évoquer. Selon Hannah Arendt, l'absence de but est l'une des marques de l'impérialisme. Le seul but est de continuer, de toujours continuer. Faute de territoire à annexer, il reste encore l'espace. Faute d'avoir un «Noir» ou un «Jaune» en face de soi, il reste toujours à l'homme blanc devenu technocrate de reléguer au rang de «Noir» ou de «Jaune», les «Blancs» qui sont en excédent. Il y en a de plus en plus. Cela se nomme les «chômeurs».



Enseigner le français... (2)

Petite question innocente et sournoise: est-ce qu'enseigner le français revient à la même chose que faire l'enseignement de la langue maternelle? Peut-être tout ne s'agit-il que d'une distinction oiseuse... Pour ma part, je suis fermement convaincu qu'enseigner le français consiste à délivrer l'élève de sa langue maternelle. Oh! sacrilège, entends-je murmurer. Quelle dépossession fondamentale du sujet parlant québécois! Quelle affreuse logotomie vais-je prôner là?

C'est pourtant la vérité vraie, ce que je dis là. Je m'explique. L'élève est un véritable prisonnier de sa langue maternelle parce que celle-ci lui impose sa loi, celle de l'oralité, véritable cordon ombilical qui le retient à son enfance langagière, qui le freine et, voire, l'empêche de s'émanciper en tant que locuteur adulte. J'admets volontiers qu'un locuteur adulte est une autre sorte de prisonnier, celui de la langue écrite puisqu'il demeure soumis aux lois de la textualité. Mais il s'en accommode et sait au besoin s'y soustraire. Comme le bon citoyen vis-à-vis du Code civil...

Maintenant que dans le programme actuel de «français langue maternelle» la maîtrise des habitudes langagières a remplacé la connaissance de la langue, comment faire en sorte qu'un tel objectif puisse se réaliser «contre» la langue maternelle et «pour» le locuteur adulte? La réponse? En faisant de l'élève un scripteur accompli. C'est l'écriture qui, en définitive, délivre l'élève de sa langue maternelle. C'est l'écriture qui l'affranchit des sons du parler auxquels il demeure attaché comme un enfant à sa suce ou à son nounours. Pour pasticher Jules-Paul Tardivel, j'irais jusqu'à dire: «L'oralité, voilà l'ennemie.» Mais attention de confondre l'oralité et l'expression orale. Il ne s'agit pas de nous baillonner, surtout en classe.

Or les idées préconçues et les croyances qui circulent un peu partout dans les milieux d'enseignement et les autres qui les parasitent ou se font parasiter par eux ont fini par minimiser et même occulter l'effet aliénant de la langue orale. La valorisation à outrance de la langue parlée dans la «communication», le quotidien langagier érigé en idéal du niveau de langue familial, la légitimation du niveau de langue populaire par une partie de notre élite créa-

trice, le discrédit par la masse parlante du niveau de langue soutenu, tout cela a abouti à la balkanisation de l'écriture dans la mentalité québécoise.

Vaincre l'oralité quand on enseigne le français, c'est fournir à l'élève les moyens de réduire l'écart grandissant qui se creuse entre le parler régional d'ici et le français public qui n'est pas nécessairement importé de France. C'est lui faire «désapprendre» — «désacquiescer» serait un meilleur terme — les liaisons du type **J'suis-t-ollé**, le genre féminin des mots qui commencent par une voyelle et qui font écrire des choses comme: **L'hôtel est bien dispendieuse** ou **L'autobus était pleine** ou encore certains stéréotypes de constructions comme: **«C'Koi, ça, c't gars-là?»** ou encore: **Sais-tu qu'est-ce c'est qui se passe.** (sic) Ce sont là des faits d'oralité — il y en a tellement d'autres — qui interfèrent directement avec la textualité ou le français public. Aussi les règles propres à la langue maternelle finissent-elles par devenir des habitudes langagières qui ne cessent de dominer l'élève au cours de sa vie scolaire et qu'il incombe à l'école non pas de dénoncer — c'est d'une autre époque — mais de **supplanter** avec de nouvelles habitudes propres à l'écrit. C'est l'ensemble des nouvelles habitudes assimilées par l'élève qui déterminera à quel point il est parvenu à la maîtrise des habiletés langagières, c'est-à-dire à la capacité d'observer les règles du français public. Emancipé par rapport à sa langue maternelle, l'élève devenu sujet parlant accompli pourra prétendre «savoir son français».

Mais on constate que l'enseignement du français se mesure à forte partie, à savoir une mentalité québécoise peu encline à valoriser les choses abstraites. Tant que la langue nous sert à faire de la politique, nous sommes politisés. Tant que la langue nous sert à communiquer, nous consentons à faire l'utile rattrapage qui s'impose, témoin le succès du CAFÉ de l'université de Montréal. Mais comme on s'estime capable de penser dans sa langue maternelle, on voit mal ce qui justifierait qu'on se mobilise afin de se rendre maître de cette chose abstraite qu'est le français qu'on enseigne à l'école. Comment se débarrasser de ces fils d'araignée tendus aux quatre coins de notre culture? Cette question mérite examen... □

POUR ÉCOUTER

Jean-François Doré



Madame Butterfly, Carmen, Turandot et les autres classiques du rock'n'roll

«**Q**u'est-ce que vous avez à me regarder comme ça?», semble se demander le monsieur sur la photo. Il a même un petit air narquois du genre de quelqu'un qui a fait un petit mauvais coup et qui le sait très bien. Pourquoi cet air d'étonnement satisfait? Pourquoi cet air du chat qui a bouffé le serin? Tout simplement parce qu'il en a réussi un, bon coup, et que de ce fait il se retrouve en tête de quelques palmarès importants à travers le monde. Son nom: Malcolm McLaren; son métier: chanteur, concepteur, gérant d'artistes, couturier, propriétaire de boutiques de mode, lanceur de modes, en un mot «artiste».

Ce qu'il a fait dans la vie? Si l'on résumait le mouvement punk en un seul nom, ce serait le sien. C'est lui qui a créé et fait Johnny Rotten et les Sex Pistols, Bow Wow Wow, Adam and the Ants, il a été gérant de tout ce monde et des New York Dolls dans les derniers moments de leur vie professionnelle. Il a créé les premières boutiques «punk» à Londres et contribué plus qu'accessoire-

ment au développement de cette mode en Grande-Bretagne et dans le monde. Il a repris comme mode de vie le «Vive le chaos» de Shakespeare et déclare à qui veut bien l'entendre que la perversité comme principe de relations humaines est la seule chose qui permette de rester en vie dans le monde du show business.

Avec tout cela il a fait fortune, avec tout cela il a fait deux disques, son *Duck Rock*, intégrant à des rythmes funk et rock des rythmes tribaux africains qui ouvriront les oreilles de son public à la musique africaine et prépareront le terrain pour la venue de King Sunny Adé, Juluka et les autres, puis son nouveau, *Fans*, qui, l'espère-t-il, ouvrira les oreilles encore un peu sales de ses fidèles, à l'opéra. Il a suivi la même procédure qu'avec son premier. Un hybride musical qui replace certains airs d'opéras connus dans un écrin de funk et de rhythm and blues ultra dansant.

«J'en avais assez que les gens perçoivent l'opéra comme une forme d'expression musicale dépassée, ennuyeuse et snob. Je voyais, et c'est merveilleux, l'opéra en tant



Malcolm McLaren

que forme de musique populaire. L'atmosphère est grandiose et les chansons intemporelles sans rien à voir avec l'emballage. La pop music d'aujourd'hui est complètement blasée, molle et sans caractère. Les gens veulent de l'émotion. Dans ce sens, l'opéra est la forme d'art la plus dangereuse parce qu'elle vous draine complètement de vos émotions.»

Alors il a repris la fin de l'histoire de Madame Butterfly de Puccini, l'air de *Un bel di vedremo* quand Madame Butterfly chante avec espoir qu'un jour il va revenir celui qui l'a abandonnée et qu'ils vivront heureux avec cet enfant de lui qu'il n'a jamais vu. C'est un air

d'une grande beauté, d'un grand espoir angoissant puisque nous savons que son Pinkerton qu'elle aime tant a épousé quelqu'un d'autre aux États-Unis.

C'est Betty Ann White qui chante l'aria, de façon superbe en passant, tandis que Deborah Cole chante la Butterfly rock'n'roll. Trevor Horn du groupe Yes a fait la réalisation. Mais il n'y a pas que la Butterfly sur ce disque. On y trouve également une Carmen transformée en «râpeuse» de Manhattan, noire et fille du ghetto. Angie B en chante l'histoire et Valérie Walters chante l'aria de «L'oiseau rebelle» avec le Boston Choir pour faire les chœurs. On y trouve également deux extraits de *Turandot*, toujours de Pucci-

ni et un extrait de *Gianni Schicchi* toujours de Puccini.

Le tout «respecte» les divers arias dans leurs mélodies et leurs rythmes tout en en changeant l'emballage. A mes oreilles de profane, d'aucuns diront de profanateur, la musique de ces airs est inchangée, seule l'instrumentation a subi de légères modifications... comme des guitares électriques, une batterie et des synthétiseurs. Bon ou mauvais, je ne saurais le dire. En tout cas moi j'aime ça. J'ignore si effectivement c'est «dénaturer une grande musique» comme me l'a dit Jean-Paul Jeanotte de l'Opéra de Montréal, si cela fait preuve de peu d'originalité, si même cela pourrait attirer à l'opéra des gens qui n'y seraient pas allés autrement, ce dont doute Monsieur Jeanotte et ce dont semble être convaincu Malcolm McLaren:

«Je veux que tout le monde connaisse Figaro et que tout le monde sache qu'était Don Giovanni, qui étaient Carmen, Madame Butterfly et la princesse Turandot. Ce sont des gens que vous pouvez rencontrer dans n'importe quelle ville et qui sous d'autres formes existent encore aujourd'hui. Ce sont des personages vrais et à cela le public ne peut que s'identifier. En fusionnant ces arias au rythm'n'blues et au rock'n'roll je suis convaincu que cela contribue à combler le fossé qui sépare les «genres» de musique, à combler le fossé des générations.»

Qui a tort qui a raison? Je vous laisse trancher. Je sais que pour ma part j'écoute ce *Fans* (Virgin VM2308) avec grand plaisir et que je me suis pris à regretter sérieusement de ne pas être allé voir la production de *Turandot* par l'Opéra de Montréal, production dont la critique a dit tant de bien. A charge de revanche, et s'il reste des places parce que c'est très court, j'irai voir *La Bohème*, encore de Puccini, qui se joue le 26 février et les 1, 4, 9, 13, 16 et 19 mars ou encore j'attendrai, s'il ne reste plus de places, le *Salomé* de Richard Strauss que l'on pourra voir et entendre le 30 avril et les 3, 6, 11, 15 et 18 mai.

Dépêchez-vous, il paraît que les billets s'enlèvent comme des petits pains chauds. S'il fallait qu'en plus Malcolm McLaren s'en mêle et que les fans de musique pop se décident à s'ouvrir les oreilles et à s'intéresser, même juste pour voir, à l'opéra; la nouvelle maison de la musique de monsieur le maire ne suffira plus et c'est tant mieux comme ça. Si, d'autre part, les irréductibles de l'opéra s'ouvriraient aussi les oreilles et se mettaient à se ruer sur les disques de Malcolm McLaren, il y aurait bousculade aux portillons des magasins de disques. □

LES P'TITS DERNIERS

THE STRANGLERS
Aural Sculpture
EPIC FE 39959

☆☆☆

Là où on désespérait de voir un jour la chose électronique servir le rock sans l'aliéner, les Stranglers lui donnent enfin une âme et lui offrent un manifeste. Contrairement à leur ancienne réputation, ils ne sont plus crispés, ni violents. Ils sont d'autant plus subversifs avec leurs airs de ne pas y toucher pour mieux vous prendre par derrière. C'est évidemment le génie de ce groupe. Il se dégage de ces musiciens un magnétisme reptilien. Les Stranglers partent à la recherche du rock'n'roll perdu avec la fougue d'aventuriers pleins d'espoir. Pleins de super piroquettes, de fluidité, de cuivres omniprésents. Onze chansons brûlantes et caustiques. Un groupe très riche, d'une vive musicalité. On se régale à les écouter et ce disque est de ceux qui rendent heureux. «Encore! Encore!...»

THIS MORTAL COIL
It'll End In Tears
VERTIGO VOG 13349

☆☆☆

Disque de divers musiciens de plusieurs groupes issus des plus récentes scènes anglaises. Les morceaux se développent en une lente, sombre et irrésistible progression, ils s'irisent et s'enflent jusqu'au paroxysme. Le climat musical reste sombre et profond à l'image de la pochette et l'alliance des sons synthétisés, des sons acoustiques et des voix atteint une clarté presque aveuglante, blanche. Évocations, parfois à la limite de l'angoisse, n'en sont que plus fortes, la sérénité n'est jamais tout à fait gagnée et demande une reconquête permanente. L'intensité provient avant tout de la maîtrise des sons. Ce que l'on suggère est souvent plus convaincant que ce que l'on dévoile exagérément, d'où le poids de chaque note. Pour ceux qui voudraient s'aventurer.

Gérard Lambert

WAH
A word to the wise guy
VERTIGO VOG 13340

☆☆☆

On sent la ville de Liverpool et l'Angleterre en crise. Des chansons humaines. Front commun: ces sortes de postes «solidarschnock» grandioses sur fonds de murailles synthétiques. Pour mineurs de luxe aux étendards brandis, les marées humaines, les mots d'ordre vibrants, les grandes questions, les rumeurs d'espoir. (L'ensemble des sujets qui sert de paroles aux chansons.) Un disque résolument réel de ce groupe aussi authentique qu'extraordinaire. Beaucoup d'intensité sonore, leur rock a de la rythmique, rock «speed», rock «funk». On est submergé par une force, une musicalité exceptionnelles. Ils posent les jalons d'un rock vraiment nouveau.

CHARLÉLIE COUTURE
Art et Scalp
ISLAND ISL 9821

☆☆½

Si cet album détiend quelque mérite, c'est celui d'alimenter les potins, de soulever des interrogations, de structurer des conjonctures. Oui mais alors? Sont-ce les compositions de Charlélie qui souffrent de sclérose, ou bien l'inaptitude du band à dépasser la thématique transcrite sur leurs partitions? C'est en tout cas un album dénué de toute passion excessive, ayant une conception du rock proche de celle du coussin moelleux. Il ne s'enflamme guère, il se tient au beau milieu des sentiers les mieux battus du rock. Plus inspiré pour les textes qui nous parlent de désillusions, de désespoir, d'un peu de porno et d'émotions, des paroles qui distillent toujours un feeling ouaté d'humeurs.



Claire Dutrisac

Un problème épineux: la confusion mentale

Les centres d'accueil pour personnes âgées sont tous confrontés à ce qui demeure la plus grande détresse de l'Homme: la confusion mentale qui survient le plus souvent au cours du vieil âge.

Que faut-il faire? Revenir au Moyen-Âge et attacher ces personnes? Leur passer la camisole de force? Les bâillonner pour étouffer leurs cris? User d'une forte médication pour les transformer en êtres végétatifs?

Non. Le seul fait d'imaginer ces situations nous fait frémir. Il faut demeurer humains. On le souhaite ardemment. Mais comment faire? Car s'il est louable de respecter ceux dont l'esprit a fait naufrage, il faut aussi accorder le même respect aux personnes lucides.

Incontestablement, depuis plusieurs années, certains centres essaient diverses méthodes. On cherche... dans la nuit et le brouillard.

Ceux qu'on veut protéger...

Qui sont exactement ceux-là qu'on veut protéger? Il existe un large éventail de comportements, divers degrés de confusion mentale. Celle-ci, à moins d'un traumatisme physique ou psychique, ne s'abat pas subitement sur les gens du quatrième âge. On la voit sourdre lentement: rires enfantins, pertes de mémoire de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves, idées fixes, retrait de la société, repliement sur soi-même. D'autres personnes ont des troubles de comportement plus sérieux: elles sont incapables de se situer dans le temps, dans l'espace (elles ignorent où elles sont), elles ne reconnaissent plus les gens. Elles font revivre les morts avec une aisance déconcertante.

Je suis allée rendre visite à une vieille amie qui m'a reconnue. Elle est dans un centre d'accueil. Elle m'a parlé sensément durant quelques minutes. Elle s'est plainte d'être immobilisée, ses jambes ne la supportant plus. Elle ne peut, m'a-t-elle avoué, marcher même avec une «marchette». Elle est clouée à sa chaise roulante. Ce qui ne l'a pas empêchée, un peu plus tard, d'affirmer qu'elle sortait tous les jours, beau temps, mauvais temps, pour faire une marche. Qu'elle était bien dans son trois pièces (!) mais n'arrivait pas à se trouver une bonne... Navrant! Je distingue, moi, grosso mo-

do, trois types de comportements: les doux qui se promènent un peu partout mais sont très obéissants. Il y a aussi les prostrés, que l'on doit faire manger, qui ne réclament rien, qui sont incontinents, ignorent leur propre existence et leur mort éventuelle.

Dans le deuxième groupe, on trouve les «dérangés». Ils entrent comme chez eux dans une chambre qui n'est pas la leur, se glissent dans le lit, bousculent les tiroirs, utilisent la toilette, plus ou moins bien, ou font tout simplement leurs besoins dans un coin.

Enfin, viennent les agressifs, les violents qui, pour on ne sait quoi, donnent subitement un coup de canne, vous abreuvent d'injures, cassent tout autour d'eux, etc.

Deux solutions

Deux solutions s'offrent que l'on peut opposer ou combiner selon un rapport qui peut varier: l'intégration aux personnes lucides, ou la ségrégation, c'est-à-dire les reléguer dans des locaux spéciaux, les empêcher de se mêler aux autres pensionnaires.

L'intégration est plus humaine pour les personnes confuses; mais pour les autres qui les subissent? Qui ont, devant elles, l'image de ce qu'elles deviendront peut-être... Peut-être seulement, pas sûrement.

Une expérience unique?

Au Centre d'accueil Chevalier-de-Lorimier, on poursuit, depuis quelque trois ans, une expérience que son directeur, M. Gérard Henri, dit être unique. Parmi la population du centre 30 p. cent sont des personnes confuses (dont quatre dites «caractérielles» seulement). On étudie le comportement des personnes confuses.

Au cours d'une entrevue, M. Henri précise: «Ce 30 p. cent de bénéficiaires ont des difficultés au plan de la santé mentale. Ils sont désorientés dans le temps et l'espace, ne reconnaissent pas les personnes. Ils ont des troubles «territoriaux». C'est-à-dire qu'ils ne retrouvent pas leurs chambres, ne savent où ils sont, se croient chez eux ailleurs, etc. Certains sont agressifs et sociaux au plan sexuel.»

À Chevalier-de-Lorimier règne la plus grande liberté possible, compte tenu de la liberté d'autrui. Lors de ma visite, je remarquai que les portes, au bout des corridors, n'étaient pas fermées

à clé. «Non, dit M. Henri, on a des fugues...»

C'est une liberté que certains qualifieraient de laxisme. «Ici, pas d'infirmerie, pas de chambre isolée pour les mourants, pas d'unités spécifiques. Quand les personnes sont malades, on les envoie à l'hôpital.»

Comment ce *melting pot* est-il vu par les autres bénéficiaires? M. Henri soutient que ce mélange est toléré si le nombre n'excède pas 30 p. cent. «Si ce pourcentage augmente, le milieu éclate!»

M. Henri dit aussi que les personnes lucides témoignent beaucoup de compassion aux personnes confuses. «Et elles se sentent rassurées de voir que nous ne rejetons point ceux et celles dont l'esprit a sombré. Si pareil sort leur arrive, elles savent que nous les traiterons avec respect.» Personnellement, je trouve ce rapport assez élevé, surtout pour ce qui est des «dérangés» et des violents.

Il est vrai que la musique, le va-et-vient du milieu stimulent parfois l'individu confus et permet, non une guérison, mais une amélioration de son état. Mais arrive un point où ce milieu devient — surtout pour les cas d'Alzheimer — «surstimulant» et n'aide plus le malade. Il lui nuit même. Celui-ci a besoin alors de calme. «À l'heure du coucher de soleil, les personnes confuses sont en grande détresse. Elles touchent à tout; on dirait qu'il leur faut s'accrocher à quelque chose...»

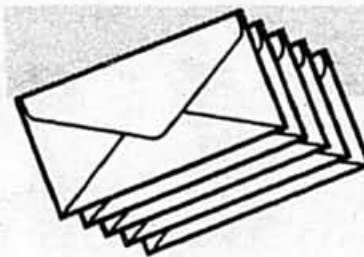
Le personnel

Le travail parmi ces malades est très dur pour le personnel. Un personnel sur lequel M. Henri ne tarit point d'éloges. Il lui porte beaucoup d'attention. «Sinon, affirme-t-il, on doit faire face à la démotivation, à la démoralisation et même au *burn-out* (expression qui désigne l'épuisement par le travail).

Une formation a été donnée aux employés, lors de l'ouverture du centre et est maintenant dispensée en cours d'emploi. «Car il faut éviter d'infantiliser ou d'institutionnaliser les résidents». Fait à noter: point de blouses ni d'uniformes blancs à Chevalier-de-Lorimier, même pour les médecins et les infirmières.

De plus, pour éviter l'épuisement, tout le personnel travaille à mi-temps. Il arrive donc reposé, bien disposé.

(La suite samedi prochain)



On adresse le courrier à
Claire Dutrisac
La Presse - PLUS
7, rue Saint-Jacques
Montréal, Qué. H2Y 1K9

À plusieurs reprises, on a manifesté le désir de rejoindre la boutique *L'Alternative* qui se spécialise dans les vêtements pour personnes handicapées. Cette boutique n'a pas encore pignon sur rue. Mais on peut appeler M. Henri Pigeon, à 681-3718, ou lui écrire à l'adresse suivante: 13, rue Giroux, Laval, H7N 3G8.

Madame,

Il y a deux ans, mon père, alors âgé de 82 ans et souffrant du cancer de la lèvre, a dû être hospitalisé et opéré à deux reprises. La maladie a poursuivi ses ravages. Dans l'impossibilité de retourner vivre avec ma mère (84 ans, elle-même de santé chancelante: arthrite, surdité, mais très lucide), mon père a été placé dans un centre d'accueil auquel ma mère payait \$706 par mois. Ne parlons pas de ces coûts exorbitants pour un malade qui ne mangeait même plus!

Le 13 décembre 1983, ma mère recevait une lettre lui apprenant que les biens de mon père (quelques milliers de dollars à la banque) seraient administrés par le Curateur public. Je téléphonai au directeur du centre d'accueil pour obtenir plus d'explications. Il ne pouvait rien faire: c'était le diagnostic du psychiatre.

Mon père, lors d'un traitement à Maison-Neuve-Rosement, a été vu par ce «spécialiste» qui lui a posé des questions du genre: «Quel jour sommes-nous aujourd'hui? Qui est le premier ministre du Québec?» Mon père n'a réussi l'examen et le psychiatre (?) l'a déclaré incapable de voir à ses affaires.

J'ai rejoint le psychiatre au téléphone pour tenter d'obtenir des explications sur cette procédure. J'ai protesté au nom de ma mère et de la famille, questionnant (sic) le «professionnalisme» d'une telle démarche. La réponse: «Monsieur, je n'ai pas posé un geste médical mais administratif», suivi d'un «c'est le gouvernement qui nous y oblige».

Voyant cela, révolté de telles injustices, je décidai d'écrire au ministre de la Justice. La lettre est datée du 24 janvier 1984. Le 6 novembre 1984, je recevais un téléphone de l'actuel ministre de la Justice, M. Johnson, pour me demander s'il y avait lieu de répondre à ma lettre, après tout ce temps! La lettre s'était égarée dans un dossier, paraît-il, dans le processus de transfert de ministère. On me disait aussi que ma lettre n'était pas adressée au bon ministère puisque la Curatelle publique relève du ministre des Finances.

Mon père est décédé le 24 novembre et ma mère attend toujours de récupérer le bien qu'on lui a ravi au nom de mon père.

Le gouvernement se sera-t-il montré aussi bon administrateur qu'elle? Une petite ombre déjà: nous avons reçu un avis du gouvernement fédéral nous apprenant que mon père n'a pas produit de déclaration d'impôt en 1984. C'était là une des responsabilités de la Curatelle.

C.P.

R.— Comme vous le soulignez au ministre de la Justice, cette procédure est vidée de toute «dimension humaine». La famille, à laquelle on attache tant d'importance quand il s'agit de prendre soin du bénéficiaire d'un centre, tout à coup est éclipsée.

Elle n'existe plus. Votre révolte est justifiée. Elle devrait être endossée par tous ceux qui ont un de leurs parents (mère, père, grands-parents) ou même un ami dans cette situation. Le cas de votre père fait remonter à la surface plusieurs problèmes, liés à la curatelle publique.

1) Les examens sommaires d'un malade pour le déclarer juridiquement incapable d'administrer ses biens.

On étiquette les gens trop vite et très légèrement. Si leur confusion est passagère, elle deviendra permanente avec une telle procédure. L'Association des psychiatres, l'Ordre des médecins pourraient se pencher sur cet aspect de la question, en relation avec les quelques gériatres que nous avons.

2) Le comportement du Centre d'accueil est aussi en cause. Pourquoi ne pas avertir la famille et lui suggérer la curatelle privée si les circonstances l'exigent?

Je pense aussi que les ministères en cause: Finances, Justice et Affaires sociales pourraient accorder leurs violons et édicter des lois ou règlements visant la direction des centres pour ces cas.

3) Certains directeurs de centre sont plus respectueux des droits de la famille. Il faudrait forcer les autres à les imiter.

4) Enfin, j'appelle à l'aide les associations de personnes âgées: la FADOQ, le Forum des Citoyens âgés, l'AQDR, CAREQ etc, à s'unir sur ce point précis et à présenter un mémoire et des réclamations au gouvernement. Car, demander, après coup, la curatelle privée, comme le souligne mon correspondant dans sa lettre au ministre, implique des procédures longues et coûteuses.

J'en appelle à toutes ces associations, et à d'autres que j'aurais pu oublier, pour qu'elles fassent taire leurs dissensions et qu'elles s'unissent, au moins une fois, dans l'amour des personnes âgées... Elles en parlent trop pour ne pas agir!



Simple, énergique, économique et exaltant: le ballon sur glace

«**V**iens jouer avec nous, me disait-on: tu verras comme le ballon sur glace est enivrant! Je faisais la moue sur l'invitation, prétextant toujours un empêchement à l'heure de la partie hebdomadaire. Or, un mercredi soir particulièrement glacial, j'ai dit «oui» à cette bande d'amis. Et je me suis retrouvée au parc Beaubien où une quinzaine de joyeux lurons m'attendaient, portant chandails jaunes et bottines à semelles de caoutchouc spongieux qui adhèrent bien à la glace. Dans leurs mains le balai-bâton à la tête de caoutchouc moulé et, quelque part sur la glace, le ballon bleu... de caoutchouc lui aussi, et résistant bien entendu — le ballon traditionnel orange est fait, lui, pour l'intérieur.

Je ne vous raconterai pas en détails mon entrée des plus exaltantes dans le monde du ballon-balai. Je vous dirai simplement que mon baptême a commencé dans la peur lorsque, apercevant les épaules plutôt carrées d'un robuste joueur, je lançai à la ronde «Ah, je ne savais pas qu'il fallait porter des épauettes!». Je touchai alors ce qui s'avéra être, non pas des épauettes, mais de véritables épaules humaines!

On eut tôt fait cependant de me sécuriser, me montant les deux autres femmes du groupe, lesquelles semblaient détendues et prêtes à affronter une autre partie. Et me voilà en route pour la gloire, jamais bousculée par un homme, glissant et courant sur cette glace lisse les pieds chaussés de bottes à semelles gommées, n'ayant qu'une idée en tête: tenter d'attraper le ballon ou de l'empêcher d'entrer dans le but adverse. Car inutile pour le moment d'essayer de faire des passes: cela viendra quand je serai plus aguerrie. On a chaud, on rit, on crie, on espère, on se stimule, on se repose un peu en bordure de la patinoire et on recommence.

Inventé à Terre-Neuve

C'est en 1909, m'apprend Serge Savard de la Fédération provinciale des clubs de ballon sur glace, qu'un Irlandais de Terre-Neuve désirant jouer au curling avec des amis mais ne pouvant disposer d'une glace lisse, décida d'utiliser une glace qui l'était moins, quitte à remplacer la pierre conventionnelle par un ballon. Le balai que ce groupe de Terre-Neuviens utilisa

par ailleurs pour sa première partie de «ballon sur glace» était fait de longs brins de paille.

Ces joueurs n'ont évidemment pas balayé la glace pour créer le champ d'air qui provoque le mouvement de la pierre caractéristique au curling, mais ils ont, ce jour-là, poussé tout simplement sur le ballon!

Ils ne se doutaient pas que les Québécois allaient, par la suite, être séduits par ce jeu.

1930. À Montréal, des employés au déneigement du chemin de fer ont l'idée de se dégoûter sur l'heure du repas en jouant avec un ballon qu'ils poussent à l'aide du... balai dont ils se servent pour enlever la neige sur les rails! «Ainsi ils se réchauffaient, dit Serge Savard, en disputant une partie de ballon

sur rails. Il s'agissait pour eux de tenter de faire rentrer le dit ballon dans «le but de l'adversaire», c'est-à-dire l'espace, entre les deux rails, mesurant six pieds et six pouces. Par la suite, l'idée a fait boule de neige et se propagea dans plusieurs villages du Québec, particulièrement ceux du comté de Portneuf. Désormais les buts du ballon sur glace mesuraient 6 pieds, 6 pouces de large, en souvenir sans doute des rails de nos employés municipaux ingénieux.

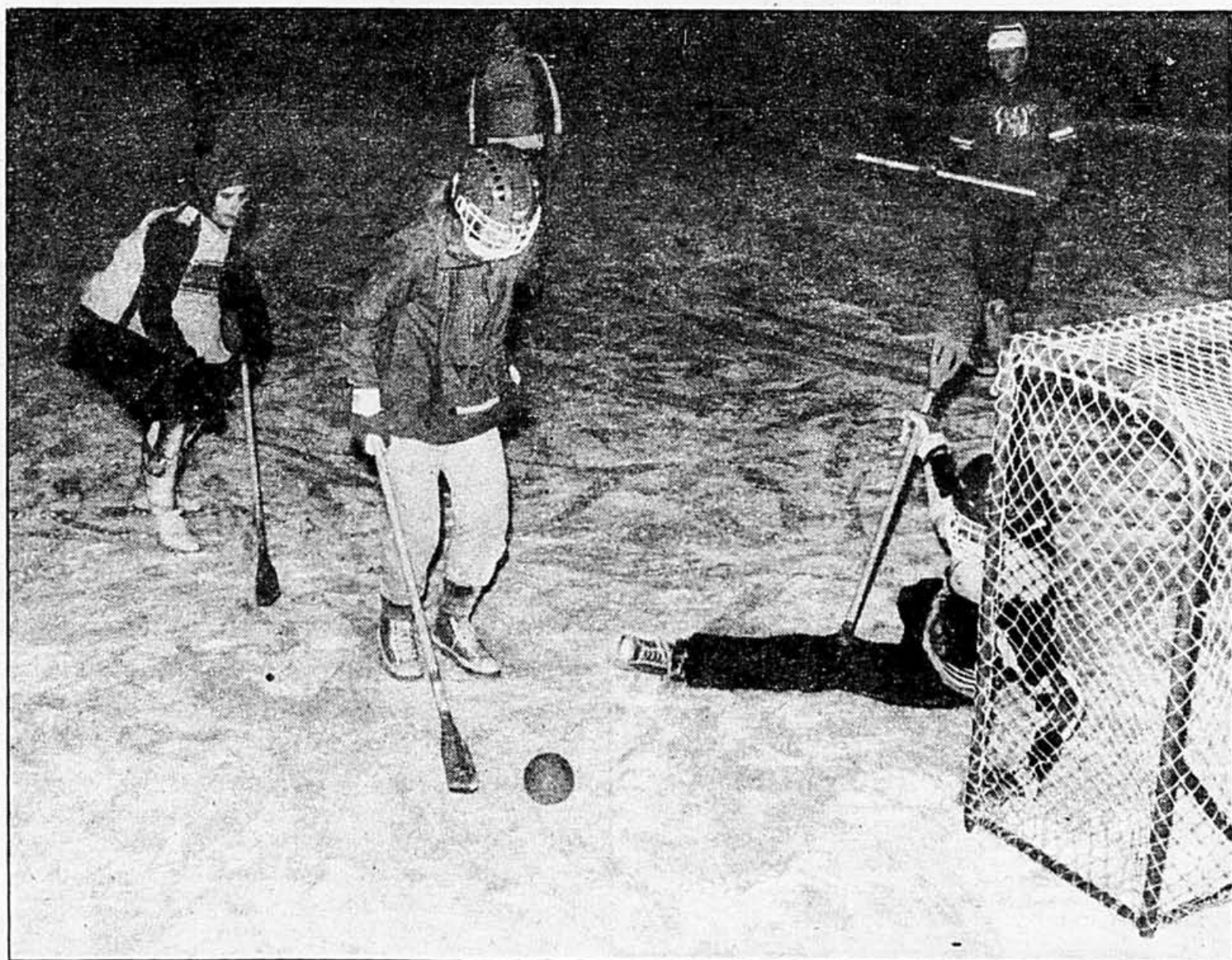
C'est à un maniaque du ballon sur glace que l'on doit l'invention du balai de caoutchouc. Claude Gervais, mécanicien de son métier, a en effet pensé à enduire le balai traditionnel de caoutchouc liquide, ce qui allait remédier au problème suscité par les brins de paille qui s'arrachent lors de la

friction sur la glace. Pendant trois ans, en compagnie de Denis Gaudreau, mouleur de son métier et maniaque lui aussi du ballon sur glace, il s'acharne à trouver une façon de fabriquer un «balai» tout à fait adapté à son jeu préféré. En 1978, ça y est, ils ont trouvé: la tête de leur balai synthétique est faite de caoutchouc-plastique moulé et s'ajuste à merveille au manche de bois franc verni. De surface très rugueuse, elle permet un meilleur contrôle du ballon; par ailleurs ses deux fentes en forme de demi-lune contribuent à réduire la friction de l'air et à améliorer la résistance du balai.

Quant aux chaussures, le mouleur Denis Gaudreau les a voulues solides et adhérant bien à la glace. C'est lui qui a inventé la bottine faite de nylon impermé-

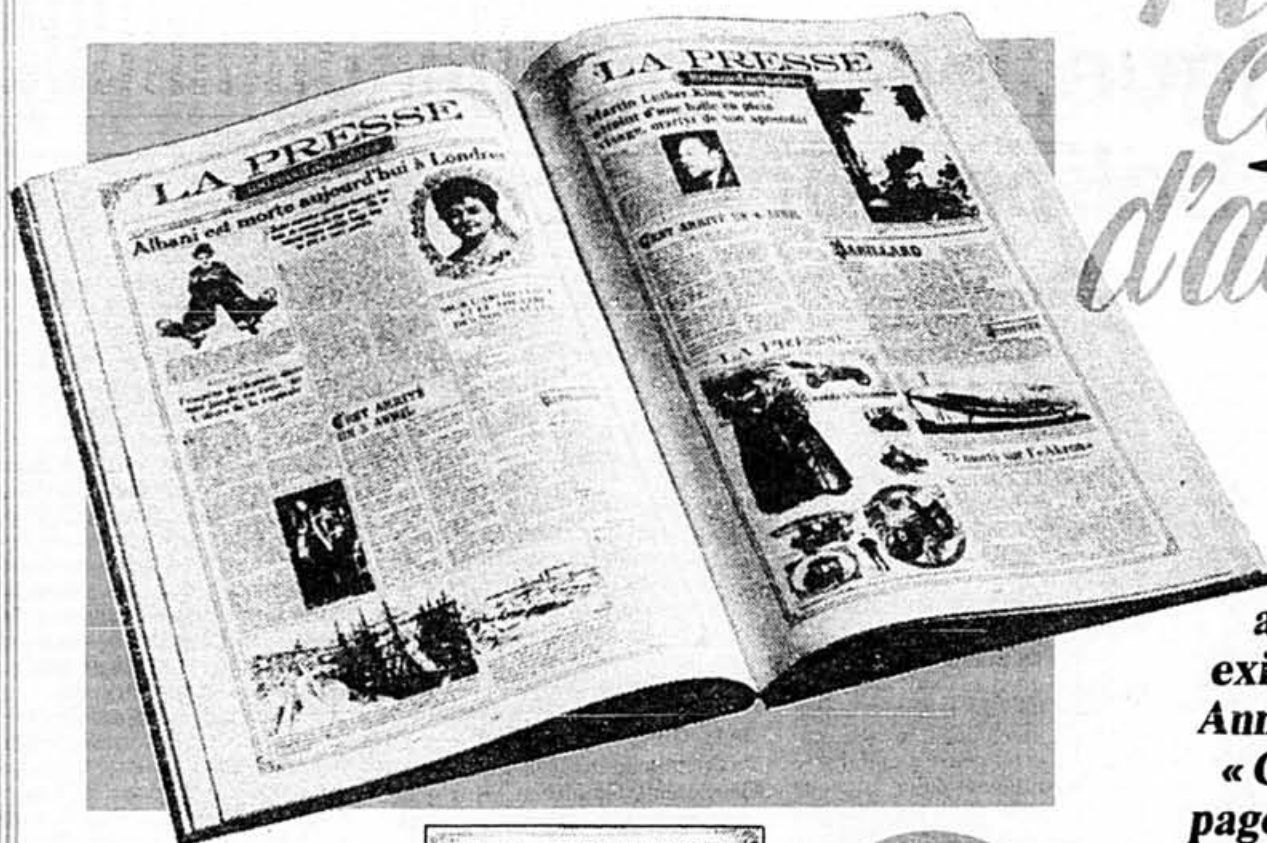
able, munie de coussins protecteurs pour les chevilles et dont la semelle est vulcanisée de caoutchouc non absorbant — certaines sont aussi pourvues de protecteurs d'orteils intégrés.

Vous avez envie, vous aussi, de jouer au ballon-balai? Rien de plus simple. «Une patinoire, des balais (achetés dans les boutiques de sport spécialisés) un ballon, une paire de bottes à semelles gommées — si vous ne pouvez déboursier la somme nécessaire à l'achat des chaussures spéciales —, et un groupe de personnes — au moins une douzaine — décidées à s'amuser ferme: voilà ce qu'il faut pour organiser une bonne partie de ballon sur glace!». (Éditions de l'homme). Par ailleurs, les patinoires de Montréal sont à votre disposition. Réservations: 725-3691. □



Un sport vraiment tonifiant : le ballon balai

Revivez cent ans d'actualités



LA PRESSE, en voulant faire partager à ses lecteurs les immenses richesses documentaires accumulées au cours de son existence, a publié durant son Année centenaire, sous le titre « Cent ans d'actualités », une page quotidienne consacrée au rappel des événements qui, à la même date, avaient fait l'actualité au cours des cent années précédentes.

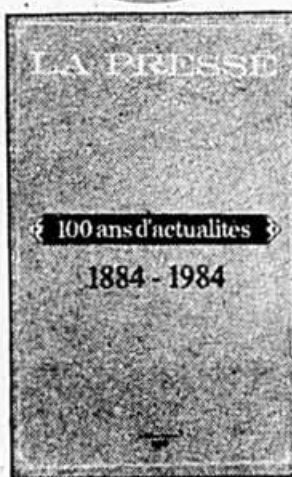
Ce magnifique album de 25 cm x 38 cm rassemble les 307 pages qui ont été publiées entre le 21 octobre 1983 et le 20 octobre 1984, date officielle des cent ans de LA PRESSE, plus un index chronologique et un index thématique des événements.

EN VENTE PARTOUT

Également disponible:

ÉDITION CARTONNÉE DE LUXE
personnalisée en lettres d'or au prix de 49,95\$*
Quantité limitée, commandes téléphoniques seulement.
*Prix unique. Pas de réduction sur cette édition.

**GRAND
FORMAT**
25 cm x 38 cm



**Service rapide et efficace
285-6984**

Économisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9 h à 16 h.
Prière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.

Comptoir de vente: 44 ouest, Saint-Antoine

**COMMANDEZ
PAR
TÉLÉPHONE**

OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉ(E)S DE LA PRESSE: 20% DE RÉDUCTION

BON DE COMMANDE

501

Veillez me faire parvenir () exemplaire(s) de «Cent ans d'actualités», au prix de 24,95\$ chacun, plus 1\$ de frais de poste et de manutention.

Je suis abonné(e) à LA PRESSE. Veuillez me faire parvenir () exemplaire(s) de «Cent ans d'actualités» au prix de 19,95\$ l'exemplaire, plus 1\$ de frais de poste et de manutention.

N° d'abonné(e).....

IMPORTANT: Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse Ltée.

Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.

MASTERCARD N°.....exp.....

VISA N°.....exp.....

À retourner aux:

Éditions La Presse Ltée
44 ouest, Saint-Antoine
Montréal, H2Y 1J5

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....

PROVINCE.....

CODE POSTAL..... TEL.....

TOTAL.....\$

CI-JOINT.....\$

(Plus 1\$ pour frais de poste et de manutention)